

(1)

(N° 248.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 MAI 1922.

BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES POUR L'EXERCICE 1922 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. HOUTART.

MESSIEURS,

Au nom de votre Commission des Finances, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur le budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1922.

Ce budget, comparé à celui de 1921, présente les chiffres suivants :

	1921.	1922.
Dépenses ordinaires . . . fr.	111,989,450	fr. 121,554,703
— exceptionnelles . . .	655,000	— 363,675
Total . . . fr.	112,644,450	fr. 121,918,378

D'une année à l'autre les dépenses s'accroissent donc de 9,275,928 francs.

Les prévisions budgétaires de 1914 ne s'élevaient pour ce ministère qu'à 26,544,050 francs, de sorte que le coefficient de majoration pour la période 1914-1922 se chiffre par 4.66.

En regard de cette énorme progression des dépenses, il convient de produire les chiffres des recettes que le Département des Finances a pour fonction de recouvrer.

(1) Budget, n° 24^{xiii}.

Amendements, n° 79.

(2) Composition de la Commission spéciale :

- 1) Les membres de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies* : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, Cousot, David, De Bruyne (Aug.), Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Glabbeke et Wanwermans.
- 2) *Six rapporteurs nommés par les Sections* : MM. Neven, Colaert, Poncelet, De Bruycker, Cousot et Van Dievoet.

Ces recettes étaient prévues, pour 1914, aux montants que voici :

Contributions directes fr.	87,148,000	
Douanes	72,031,000	(1)
Accises	94,703,500	(2)
Recettes diverses.	1,652,500	
Enregistrement et successions . .	98,713,000	
Capitaux et revenus	33,769,645	
Remboursements.	9,609,624	
Total.	397,627,569	

Pour 1922, le budget des Voies et Moyens les établit comme suit :

Contributions directes fr.	489,530,000	
Douanes	255,797,150	(3)
Accises	198,951,000	(4)
Recettes diverses	5,876,500	
Enregistrement et successions. . .	605,310,000	
Capitaux et revenus	89,398,639	
Remboursements	178,973,624	(5)
Impôts sur les bénéfices de guerre . .	25,000,000	
Total. fr.	1,848,836,913	

Le coefficient de majoration pour la période 1914-1922 est donc, en ce qui concerne les recettes, de 4.64; et par conséquent, le coefficient des frais de perception, par rapport à la recette, se chiffre par 15.16 p. c., contre 14.98 p. c. en 1914.

CHAPITRE PREMIER.

Administration Centrale.

ART. 2. — Traitements fr. 5,827,230, en majoration de fr. 87,560.

Litt. a. Commissions des Monnaies.

Une Convention Monétaire additionnelle, conclue entre M. le Ministre des Finances et M. Josse Allard, le 30 novembre 1921, a été approuvée par un arrêté royal de la même date. (*Moniteur*, 11 décembre 1921, p. 11262).

(1) Non comprise la part du fonds communal.

(2) Idem.

(3) Idem.

(4) Idem.

(5) Déduction faite du prélèvement de fr. 165,000,000 sur le budget des régies.

Litt. f. Service du budget, salaires, indemnités, commissions, études, missions, etc. fr. 200,000

Ce crédit se répartit comme suit :

Service du budget	fr. 2,000
Salaires de personnes payées à la journée	70,000
Indemnités pour frais de maladies, de funérailles.	30,000
Commissions d'examen	20,000
Études, missions	20,000
Bureau des traductions	2,300
Commissaire du Gouvernement près des bourses de change et de fonds publics	3,000
Commissaire du Gouvernement près la Société de Crédit à l'Industrie.	3,000
Conseil du Contentieux	5,000
Indemnité de M. Verhas, pour service spécial du musée des coins et matrices de monnaies et de médailles	1,500
Indemnité de M. Verlinde, pour ses fonctions d'essayeur de la garantie des ouvrages d'or et d'argent	600
Indemnités pour fonctions du Comité de la Donation Royale	15,750
Indemnités des agents de la Donation Royale (Administration Centrale)	10,000
Indemnités imprévues	16,850
	fr. 200,000

ART. 10. — Documents statistiques 65,000

Il s'agit des bulletins, formulaires, publications et autres imprimés relatifs à la statistique commerciale.

L'application de la loi sur la comptabilité des dépenses engagées n'a pas entraîné des frais considérables.

Le nombre des comptables des dépenses engagées s'élève à 4¹.

Les traitements de ces agents montent, par an, à la somme de 107.000 francs.

Les dépenses de matériel du nouveau service ne faisant pas l'objet d'une comptabilité spéciale, il n'est pas possible d'en indiquer le montant. Elles se confondent avec les autres dépenses de l'espèce des divers départements et n'y tiennent qu'une place relativement minime.

CHAPITRE II.

Administration de la Trésorerie et de la Dette publique dans les provinces.

Les deux crédits (art. 11 et 12) qui composent ce chapitre s'élèvent à 750,000 francs, soit une augmentation de 29,000 francs sur le chiffre du budget de 1921.

En ce qui concerne la Trésorerie, il n'a pas été nécessaire de procéder à une réorganisation, mais plutôt à une reconstitution des cadres du personnel, qui avaient subi pendant la guerre une diminution exceptionnellement élevée :

l'effectif des agents de carrière était tombé de 155 (avant la guerre) à 105 (au début de 1919).

L'extension prise par les paiements sur les budgets a entraîné un accroissement de besogne et partant de personnel corrélatif, dans une certaine mesure, à celui des budgets eux-mêmes.

Le service qui a la charge du paiement des quartiers de pensions a vu passer celles-ci de 18,000 en 1914 à 82,000 en 1921, et l'on estime qu'il en reste à liquider environ 500,000 nouvelles; le travail matériel s'en trouve proportionnellement augmenté, car il faut tenir compte non seulement du nombre, mais aussi de la diversité des pensions et rentes nouvelles et des dispositions variées qui les régissent.

La direction générale de la dette au porteur a pris une extension proportionnée aux émissions des emprunts divers, intérieurs et extérieurs; bons de Restauration monétaire, emprunts de la Restauration nationale, intérieur à prime, de consolidation, emprunts à lots de la Fédération des Coopératives de dommages de guerre, bons du Trésor de diverse nature. Elle doit assurer non seulement la confection des titres provisoires et définitifs, mais aussi en faire le service : coupons d'intérêts, amortissement, renouvellement.

Des services nouveaux sont nés des suites de la guerre; le mouvement général des fonds notamment, et spécialement des devises étrangères, a pris une ampleur inconnue avant la guerre.

Enfin, il a fallu créer une direction spéciale pour l'émission des titres de dommages de guerre, délivrés par la Trésorerie sur le vu des réquisitoires que lui adresse l'Office dépendant des Affaires économiques, après vérification minutieuse par rapprochement avec les extraits des jugements rendus par les tribunaux spéciaux. Ce service comprend la tenue du Grand Livre, du répertoire alphabétique, d'un index des cessions et nantissements, l'émission des titres nominatifs au profit des indemnisés, ainsi que le paiement des intérêts courus et à échoir semestriellement.

ART. 11. — Traitement des agents du Trésor fr. 410,000.

L'intervention des agents du Trésor est-elle réellement nécessaire? Plusieurs membres ayant émis des doutes à cet égard, le Département des Finances répond :

L'Agent du Trésor est le délégué du Ministre des Finances auprès de la Banque Nationale. En ordre principal, il contrôle la recette du Caissier de l'État et autorise, sous sa responsabilité personnelle, le paiement de toutes les dépenses après s'être assuré que les dispositions légales et réglementaires pour libérer le Trésor ont été observées. Il assure le service de la dette inscrite, des cautionnements, etc.

On ne peut, sous peine de renoncer à tout contrôle et de créer des incompatibilités, confier à la Banque Nationale tout ou partie de ces attributions.

En ce qui concerne les pensions (service dont on a signalé la complication et les lenteurs), l'Administration a, depuis le 1^{er} juillet 1921, expérimenté le paiement par chèques postaux, mais ce système n'a pas donné les avantages que l'on escomptait. Elle étudie en ce moment les modifications qu'il conviendrait d'adopter pour faciliter l'encaissement des pensions.

ART. 12. — Frais de bureau, *de commis*, de loyer, etc., des agents du Trésor, 540,000 francs, en augmentation de 40,000 francs.

Des indemnités pour frais de commis particuliers sont mises à la disposition de certains agents du Trésor pour rémunérer les services d'employés étrangers à l'Administration. Bien que ce mode de paiement du personnel subalterne soit virtuellement supprimé, il a fallu y recourir encore en attendant de pouvoir doter les agences du Trésor d'un personnel régulier. Ce sera chose faite prochainement. Les agents du Trésor doivent justifier des paiements des appointements de cette nature.

Par voie d'amendement, le Gouvernement propose de porter le montant de ce crédit à fr. 587,000 francs, pour des motifs que l'on peut admettre sans contestation.

CHAPITRE III.

Administrations des contributions directes et des douanes et accises dans les provinces.

Le total de ce chapitre est de fr. 97,635,310, en augmentation de fr. 8 millions 431,000.

Quelles mesures ont été prises pour réorganiser l'Administration des Finances et en obtenir un meilleur rendement? Pourquoi a-t-on dédoublé, dans toutes les circonscriptions indistinctement, le service des contributions et celui des accises?

En réponse à ces deux questions, nous avons reçu les renseignements suivants :

En ce qui concerne l'Administration des contributions, la réorganisation a été dominée par le souci de spécialiser les agents dans les différentes branches du service, de manière à faciliter et à simplifier leur tâche, à la diviser plus nettement et, conséquence logique, à rendre leur travail plus productif.

En tête de la réforme figure la division des services provinciaux des contributions directes, des douanes, des accises et du cadastre en deux administrations distinctes : celle des contributions directes et du cadastre, celle des douanes et des accises.

En matière de contributions directes, l'action contentieuse a été confiée à des fonctionnaires nouveaux appelés inspecteurs régionaux; de cette manière, les contrôleurs déchargés de l'examen des réclamations peuvent se consacrer exclusivement aux opérations de taxation; quant aux inspecteurs régionaux, ils ont pour mission :

1° D'assurer dans toute leur circonscription l'application uniforme des lois et des règlements;

2° D'accorder au redevable, en cas de réclamation contre la taxation établie à l'intervention du contrôleur, le maximum de garanties d'impartialité quant à l'examen des arguments invoqués;

3° D'accentuer la surveillance des comptes rendue plus nécessaire en présence des sommes considérables dont la perception leur est confiée. Les inspecteurs se chargent, en outre, de guider leurs subordonnés en les aidant de leurs conseils et de leur expérience.

La réorganisation — dont on ne pourra apprécier la bienfaisante influence au point de vue du rendement des impôts que progressivement — a exigé un certain renforcement des cadres. Avec le personnel réduit d'avant-guerre, il eût d'ailleurs été impossible d'assurer l'établissement et la perception d'un montant d'impôts au moins trois fois supérieur à celui de 1913 et s'étendant à un nombre de contribuables beaucoup plus élevé. D'autre part, les impôts spéciaux sur les bénéfices de guerre et sur les bénéfices exceptionnels, ainsi que la perception de plus de 450 millions d'arriérés sur les anciens impôts et l'établissement d'environ 35 millions de rappels de droits (droits de patente, taxe sur les revenus et profits réels, etc.) ont exigé de la part des fonctionnaires un effort supplémentaire considérable. Or, nonobstant le renforcement des cadres, les frais d'administration ne dépassent pas 5 p. c. du rendement total des impôts.

Si l'on considère que le recouvrement des parts revenant aux provinces et aux communes dans le produit de ces impôts, ont procuré au Trésor une recette d'environ 19,600,000 de francs, à titre de frais de perception et si l'on ajoute cette somme aux impôts que l'État a récupérés pour son propre compte dans les droits recouverts par rappel, soit 23 millions, on constate une recette totale de 42,600,000 de francs, ce qui représente les frais d'administration pendant à peu près deux années et revient à dire que les impôts sur les revenus de 1920 et 1921 ont été établis et recouverts sans frais pour le Trésor.

Toutefois, plusieurs membres, frappés de la lenteur avec laquelle s'établissent les cotisations et s'effectuent les perceptions, pour la plupart des impôts directs, se demandent si l'Administration se trouve en mesure d'assurer le recouvrement intégral de ces impôts. A cette observation, le Département a répondu dans les termes suivants :

L'Administration des contributions est à même d'assurer le recouvrement intégral des impôts sur les revenus et des taxes spéciales assimilées aux impôts directs. Les encaissements suivent de près et avec régularité l'augmentation du montant des rôles.

Pour 1920, on enregistre, au 31 mars dernier, les situations suivantes en matière d'impôts sur les revenus :

	Montant des	
	impôts constatés	perceptions
	(en milliers de francs).	
Foncier	107,000	93,000
Taxe mobilière	115,150	115,032
Taxe professionnelle	119,990	106,001
Supertaxe	89,609	75,862

Quant aux impôts spéciaux sur les bénéfices de guerre et les bénéfices exceptionnels, les droits constatés atteignent au 31 mars dernier :

Pour les bénéfices de guerre	fr.	797 millions
Exceptionnels		27 —
Total.	fr.	824 —
A déduire pour cotes présumées irrécouvrables	fr.	221 —
Reste	fr.	603 —

A la même date du 31 mars dernier, le montant de ces cotisations était recouvré à concurrence de :

Bénéfices de guerre	fr.	351 millions
— exceptionnels		22 —
Ensemble.	fr.	353 —
Garanties de l'Administration non encore réalisées (saisies de fonds, d'immeubles, de créances, etc.)	fr.	60 —
Total.	fr.	413 —

Les recouvrements se heurtent à des difficultés considérables et donnent lieu à des procédures longues qui retardent considérablement la perception.

A ce jour, 1,331 saisies et 107 ventes mobilières ont été effectuées et 238 saisies et 59 ventes immobilières.

De nombreuses oppositions sont encore pendantes devant la Justice, mais l'Administration peut assurer qu'aucun effort ne sera négligé en vue d'arriver au recouvrement de la plus grande partie des cotisations.

Autre question, à propos des impôts directs : S'est-on efforcé de rendre plus clairs et moins compliqués les questionnaires auxquels devront répondre les contribuables ?

Le Département des Finances répond à cette question : Si l'on rapproche la déclaration relative aux impôts sur les revenus de 1920 de celle en usage pour 1921, l'on se convaincra que les questionnaires ont été remaniés et rédigés de façon à être à la portée du plus grand nombre.

L'Administration étudie d'ailleurs la possibilité de supprimer, à partir de 1923, l'obligation de déclaration dans certains cas à déterminer par le législateur.

Art. 14. — Conservation du Cadastre, 6,209,500 francs, en augmentation de 1,089,900 francs.

Pourquoi le Cadastre est-il rattaché au Service des contributions directes ? Il est apparenté beaucoup plus étroitement à l'enregistrement. Les évaluations ont plus d'importance pour les droits d'enregistrement et de succession que pour l'impôt direct.

A ces observations formulées en examinant le présent budget par plusieurs membres de la Commission, le Département des Finances répond par les considérations qui suivent :

Le Cadastre belge a été établi non pour constituer un titre juridique de la propriété immobilière, mais *uniquement* pour servir de base à l'impôt foncier. Aussi ne conçoit-on pas qu'on disjoindrait ce service de l'Administration des contributions directes.

Le fait que le revenu cadastral est actuellement basé sur la valeur locative réelle ou présumée et qu'il entre en ligne de compte pour le calcul du revenu global passible de la supertaxe, est venu resserrer davantage encore le lien qui unit les deux services.

D'autre part, l'Administration de l'enregistrement possède un duplicata des matrices cadastrales. Elle peut, dès lors, au vu des revenus cadastraux y men-

tionnés, se faire une idée de la valeur vénale des biens pour les évaluations en matière de droit d'enregistrement et de succession. En cas de besoin, elle obtiendrait chez les vérificateurs du Cadastre tous renseignements complémentaires.

Eventuellement, l'Administration des contributions ne verrait aucun inconvénient à ce que les dits vérificateurs fussent chargés, moyennant rétribution, de la vérification des déclarations vénales.

Venant à la manière dont le revenu cadastral a été établi dans certains cas, la Commission des Finances a été saisie de très vives critiques.

Dans certaines parties du pays — Luxembourg notamment — on se plaint de l'ignorance des fonctionnaires touchant la valeur réelle des terrains. Ces critiques seront précisées devant la Chambre par les membres qui les ont formulées.

On a dit encore : Il serait plus économique et moins vexatoire de fixer ce revenu pour une période de cinq ou dix ans.

A quoi l'Administration répond : L'article 6 des lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920, qui autorise la revision du revenu cadastral, la restreint cependant au cas où la différence entre le dit revenu et le loyer réel ou présumé atteint 1/10 au moins par parcelle.

Cette disposition a mis un terme à l'immutabilité cadastrale qui, pendant un siècle, a engendré d'innombrables injustices et a nécessité plusieurs revisions générales du cadastre.

Les nouvelles dispositions se justifient par des considérations d'équité tant dans l'intérêt des contribuables que dans celui du Trésor. Le cas échéant, la revision du revenu s'opère en même temps que les autres mutations cadastrales et l'on n'aperçoit point en quoi elle pourrait être vexatoire pour le contribuable.

D'ailleurs, quand les revenus se seront stabilisés, on ne procédera plus que périodiquement à la dite revision.

Enfin, il paraîtrait que des terrains voisins des nouveaux sièges de charbonnages, terrains qui ont acquis une grande valeur, sont taxés actuellement comme ils l'étaient avant d'avoir acquis une valeur industrielle. L'Administration répond à cela que les terrains avoisinant des établissements industriels seront revisés eu égard à leur valeur actuelle et à leur revenu présumé.

ART. 15. — Contributions directes. Traitements, 21,023,860 francs. Augmentation de 1,459,000 francs.

Plusieurs membres de la Commission des Finances, comme de diverses sections, se sont intéressés à la situation des receveurs des contributions directes, douanes et accises.

Les nouveaux traitements de ces fonctionnaires devraient correspondre au revenu net ancien augmenté dans la proportion dite « barème Poulet », soit de 85 p. c., proportion qui est appliquée de façon générale : sur ce principe, il ne paraît pas exister de divergence.

Mais quel est ce revenu ancien.

Selon la thèse des receveurs, c'est au minimum l'intégralité des remises et de l'indemnité ordinaire; car les indemnités extraordinaires suffisaient à couvrir les frais de gestion. Pour apprécier la portée de cette thèse, il est indispensable de rappeler quelle était la situation antérieure.

Avant la mise en application de l'arrêté organique du 4 mai 1920, les comptables de l'Administration des contributions directes, douanes et accises étaient rétribués au moyen de remises proportionnelles ou d'un traitement fixe en tenant lieu.

Indépendamment de ces remises, ils bénéficiaient d'indemnités ordinaires accordées pour chaque article des rôles de la contribution personnelle et du droit de patente.

Quel que fût le montant des recettes soumises au tarif proportionnel, le minimum des remises était fixé à 2,000 francs et le maximum des remises et de l'indemnité ordinaire à 9,000 francs.

Ces deux éléments constituaient les émoluments des comptables, émoluments sur lesquels ils devaient prélever les sommes nécessaires pour faire face à tous les frais de gestion qui comprenaient le loyer, le chauffage, l'éclairage et le nettoyage des pièces de leur habitation consacrées au service, le salaire de leurs commis, les frais d'impression, de distribution et de recueillement des déclarations et des avertissements extraits des rôles, les intérêts de leur cautionnement et toutes les pertes de fonds qu'ils pouvaient éventuellement essuyer.

En outre, ces comptables bénéficiaient d'indemnités extraordinaires destinées à rémunérer soit la perception de certaines taxes spéciales, soit l'exécution de travaux déterminés. Lesdites indemnités n'entraient pas en ligne de compte pour l'avancement et elles n'étaient passibles d'aucune retenue au profit de la Caisse des Veuves et Orphelins.

Aujourd'hui, au contraire, les receveurs bénéficient d'un traitement fixe qui est absolument net. En effet, non seulement le Trésor assume la charge de leurs commis, mais il leur octroie en plus :

1° une indemnité de loyer qui dans les parties du pays autres que les régions dévastées peut atteindre le tiers du prix de location ou de la valeur locative de l'immeuble qu'ils occupent ;

2° une indemnité de frais de bureau qui, en ce moment, varie suivant les classes entre 600 et 1,200 francs ;

3° une indemnité pour pertes éventuelles résultant du maniement de fonds qui, d'après l'importance des bureaux, va de 500 à 500 francs.

Enfin, alors que la pension des receveurs était calculée sous le régime précédent sur les trois quarts de leurs remises et indemnités ordinaires, elle se calcule aujourd'hui sur l'intégralité de leur traitement. Résultat : au lieu de bénéficier d'une pension de fr. 5,050 au maximum (1), ils peuvent actuellement arriver à fr. 10,000.

Le tableau suivant met en lumière la situation faite au moment de la réorganisation à quelques receveurs des divers échelons de la hiérarchie pris au hasard. Il n'a pas été tenu compte dans la supputation de leurs émoluments nouveaux, ni de la charge des commis supportée depuis le changement de régime par le Trésor,

(1) Calculée d'après les bases anciennes et en admettant que les receveurs puissent atteindre le traitement de fr. 14,900, le maximum de la pension ne serait encore que de fr. 8,580 environ.

ni des avantages qu'ils retirent des indemnités qu'ils reçoivent du chef du paiement des pensions de vieillesse. Mais les intéressés contestent qu'il y ait, de ce chef, un réel avantage.

Depuis la mise en application de l'organisation en vigueur, le traitement des receveurs a été relevé. En effet, un arrêté du 4 juin 1921 a porté le traitement des receveurs principaux de fr. 12,500 à fr. 13,000 et permet, en outre, de leur accorder deux augmentations triennales de fr. 500, de sorte qu'ils peuvent en fin de carrière atteindre le chiffre de fr. 14,000.

Noms des receveurs.	Résidences.	A. Remises et indemnités ordinaires. 3	B. Indemnités extraordinaires pour 1919. 4	Réduction des remises et indemnités ordin. au 3/4. 5	Application du barème dit « Pouillet » A. sur les 3/4. B. sur l'intégralité des remises et indem. ord. 6	Traitement alloué à partir du 1 ^{er} janv. 1920	Indemnités : A. de caisse, B. frais de bureau, C. de loyer.	Total des colonnes 8 et 7.	Observations.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
B...	Chairières Intér. à Mariembourg	A. 3,790 B. 690	2,842	A. 6,600 B. 8,050	7,000	A. 350 B. 700 C. 180	8,230	Nommé à Mariembourg avec fr. 7,500 400 850 1 commis 180 8,930	
G...	Heure	A. 3,217 B. 700	2,412	A. 5,900 B. 7,200	7,500	A. 400 B. 850 C. 180	8,930	1 commis 8,930	
B...	Rance	A. 3,600 B. 1,000	2,700	A. 6,390 B. 7,800	7,500	A. 400 B. 850 C. 100	8,850	1 id	
D...	Rillaer	A. 4,000 B. 539	3,000	A. 6,900 B. 8,400	7,000	A. 350 B. 700 C. 194	8,244	Nommé à Evergem avec fr. 7,500 400 850 1 commis 180 8,930	
F...	Basse-Bodeux détaché à Bruxelles (ext. cadas.)	A. 3,822 B. néant	2,865	A. 6,600 B. 8,150	8,000	A. 400	8,400		
C...	Lennick-St-Quentin	A. 4,250 B. ?	3,186	A. 7,150 B. 8,675	8,000	A. 400 B. 850 C. 140	9,390	2 commis	
D...	Zarren, actuellement à Thieft	A. 4,420 B. 185	3,315	A. 7,350 B. 9,000	8,000	A. 400 B. 850 C. 160	9,410	2 commis	
J...	Steenhuyse-Wynhuyse	A. 5,665 B. ?	4,248	A. 8,372 B. 10,566	9,000	A. 450 B. 1,000 C. 120	10,570	1 commis	
D...	Beernem	A. 5,300 B. 567	3,675	A. 7,900 B. 10,100	8,500	A. 450 B. 1,000 C. 120	10,070	1 commis	
F...	Havré	A. 6,000 B. 1,082	4,500	A. 9,050 B. 11,090	10,000	A. 500 B. 1,200 C. 185	11,885	2 commis	
C...	Jambes	A. 6,200(1) B. 1,150	4,650	A. 9,200 B. 11,250	10,000	A. 500 B. 1,200 C. 300	12,000	(1) à Herve 3 commis 1 commis	
M...	Tronchiennes	A. 5,694 B. 1,110	4,269	A. 8,800 B. 10,500	10,000	A. 500 B. 1,200 C. 185	11,885	4 commis	
D...	St-Trond (I. M.)	A. 8,000 B. 1,000	6,000	A. 11,000 B. 13,600	12,000	A. 500 B. 1,200 C. 255	13,955	2 commis 3 commis	
R...	Mouscron	A. 7,463(2) B. 843	5,595	A. 10,400 B. 12,900	12,500	A. 500 B. 1,200 C. 300	14,500	(2) à Harlebeke 2 commis 3 commis	
D...	Fleurus	A. 9,000 B. 1,990	6,750	A. 11,975 B. 14,900	12,700	A. 500 B. 1,200 C. 200	14,600	2 commis	
D...	Morlanwelz	A. 9,000 B. 1,515	6,750	A. 11,975 B. 14,900	12,700	A. 500 B. 1,200 C. 190	14,590	2 commis	

A ce tableau, les receveurs opposent la comparaison des traitements des fonctionnaires de l'Administration centrale des Contributions directes, douanes et accises avec ceux des services provinciaux.

	1914		1922	
	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.
Directeur général	12,000	14,400	19,000	23,000
Directeur	7,500	9,000	13,000	20,200
Sous-Directeur	6,000	7,500	11,500	15,400
Chef de bureau	4,400	6,000	9,500	13,400
Sous-chef de bureau	3,500	4,400	8,000	11,000
Directeur provincial	8,000	9,000	16,000	20,000
Inspecteur	6,500	7,000	12,000	14,000
Contrôleur	3,200	6,000	7,700	12,500
Receveur	2,400	9,000	5,500	14,000

Le Département des Finances soutient qu'un quart du traitement des receveurs, qu'il fut constitué par des remises ou par un traitement fixe, devait être affecté aux frais de gestion. Des dossiers datant d'avant-guerre établissent cette situation. C'est ainsi notamment qu'on peut citer deux comptables exerçant dans l'agglomération bruxelloise qui, dans des requêtes, font ressortir que, sans tenir compte de leurs pertes éventuelles de caisse, ces frais variaient entre fr. 4,280 et fr. 3,180, et le premier d'entre eux, qui était au traitement de fr. 8,000 et touchait en outre fr. 3,250 d'indemnités extraordinaires, accuse un traitement net de fr. 6,970.

Il est indéniable cependant que dans certains cas particuliers, quelques comptables ont pu retirer du montant des indemnités extraordinaires un bénéfice très appréciable. Afin de ne pas les léser par l'instauration du régime nouveau, l'Administration a cru de son devoir de décréter des dispositions organiques spéciales en vue de leur permettre de faire valoir leurs droits. C'est ainsi que le statu actuel stipule en son article 48, 5^e alinéa, qu'une indemnité temporaire peut être accordée aux receveurs en tenant compte de la différence qui existe entre les rémunérations nettes dont ils jouissaient antérieurement au 1^{er} janvier 1920 et celles qui leur ont été fixées à partir de cette date.

En réponse à la question posée à ce sujet par la Commission des Finances l'Administration déclare s'en tenir à ses déclarations antérieures. Toutefois, elle estime opportun de faire connaître que ses services étudient en ce moment la question de savoir s'il ne conviendrait pas de permettre aux provinces et aux communes d'allouer aux comptables, ainsi qu'au personnel qu'ils utilisent, une indemnité à titre de dédommagement du surcroît de travail qui leur est imposé du chef de la perception de taxes. Ces indemnités, de mêmes que celles consenties pour le paiement des pensions de vieillesse, seraient réparties entre les intéressés au prorata de leurs traitements.

Il n'appartient pas à la Commission des Finances ni à la Chambre de prendre position dans ce débat, qui est du ressort du Gouvernement. Toutefois, de nombreux membres souhaitent voir intervenir promptement un accord entre le Département des Finances et les précieux auxiliaires que sont les receveurs des contributions, douanes et accises. Ils n'hésiteraient pas à voter dans ce but une majoration convenable des crédits, persuadés que le rendement des impôts sera fortement influencé par le zèle que les receveurs apporteront à leurs fonctions.

ART. 21. — *Accises, douanes et recherche maritime.*

Traitements : 50,415,000 francs, en augmentation de 1,959,100 francs par rapport à l'exercice 1921, augmentation motivée par « le renforcement des cadres, ainsi que la réorganisation de l'Administration en suite de la refonte du régime fiscal ».

A. Le tableau ci-après indique les augmentations de 1921 à 1922.

	Désignation.	Nombre d'agents.		Montant de la dépense.	
		1921	1922	1921	1922
A	Traitements des inspecteurs	13	13	156,000	162,000
B	— contrôleurs	90	92	835,000	834,300
C	— receveurs	63	105	576,100	866,000
D	— vérificateurs en chef	10	10	99,000	99,000
E	— vérificateurs	242	255	1,649,500	1,799,700
F	— commis techniques	20	87	90,000	391,500
G	— aspirants com. techniques	57	120	218,900	444,000
H	— commis dirigeants	50	50	305,000	305,000
I	— commis aux écritures	500	860	2,900,000	3,822,700
J	— aspirants aux écritures	100	100	330,000	330,000
K	— des sous-contrôleurs	15	15	90,000	90,000
L	— des chefs de section	230	313	1,409,000	1,951,000
M	— commis des accises	1,100	635	5,071,000	3,058,100
N	— aspirants com. des accises	10	10	33,000	33,000
O	— lieutenants	44	44	307,200	305,200
P	— sous-lieutenants	71	74	442,000	456,800
Q	— brigadiers	489	429	2,770,000	2,439,900
R	— sous brigadiers	933	933	4,721,400	4,739,100
S	— préposés	3,945	4,345	16,528,200	17,549,600
T	— aspirants préposés	600	600	1,980,000	1,980,000
U	— matelots	61	61	286,800	279,600
V	— aspirants matelots	5	6	16,500	19,800
W	— garçons de bureau	12	12	52,800	51,800
X	— patrons	2	2	13,000	13,000
	— sous-patrons	7	7	39,000	39,000
	— machinistes	2	2	12,300	12,700
	— mach. chauffeurs	10	10	56,400	55,200
Y	Indemnités de résidence	»	»	2,750,000	3,300,000
Z	— d'uniforme	»	»	1,700,000	1,970,000
2 A	— pour le jaugeage	»	»	9,000	9,000
2 B	Service de la masse d'habillement	»	»	8,000	8,000
2 C	Nominations, promotions et augmentations éventuelles	»	»	3,000,000	3,000,000
Totaux		8,681	9,190	48,455,900	50,415,000

Nous avons demandé de comparer le nombre des fonctionnaires et les traitements actuels avec ceux de 1914. Le tableau ci-après répond à cette question.

GRADES OU EMPLOIS.	1914.			1922.		
	Nombre d'agents.	Traitements par an.	Montant de la dépense.	Nombre d'agents.	Traitements par an.	Montant de la dépense.
Inspecteurs	13 (1)	6,500 à 7,000	87,500	13	12,000 à 14,000	162,000
Contrôleurs	54 (2)	3,200 à 6,000	234,600	92	7,700 à 12,500	834,300
Receveurs	68 (3)	2,400 à 9,000	329,100	105	5,500 à 12,500	866,000
Vérificateurs en chef.	»	»	»	10	7,500 à 10,000	99,000
Vérificateurs	217	1,800 à 4,700	552,600	255	5,000 à 8,000	1,799,700
Commis technique	»	»	»	87	4,500 à 4,000	391,500
Aspirants-commis technique	(4)	1,200	»	120	3,700 à 4,000	444,000
Commis dirigeants	»	»	»	50	4,800 à 7,200	305,000
Commis aux écritures	242	1,500 à 2,800	419,400	860	3,700 à 6,000	3,822,700
Aspirants commis aux écritures	»	»	»	100	3,300	330,000
Sous-Contrôleurs	»	»	»	15	6,000 à 7,200	90,000
Chef de section	»	»	»	313	5,600 à 6,600	1,951,000
Commis des accises	1,148	1,400 à 2,500	2,160,000	635	4,000 à 5,400	3,058,100
Aspirants commis des accises	»	»	»	10	8,300 à 3,700	33,000
Lieutenants	44	2,600 à 2,800	117,000	44	6,800 à 7,200	305,200
Sous-lieutenants	70	2,300 à 2,500	164,800	74	6,000 à 6,400	456,800
Brigadiers	486	1,900 à 2,200	978,900	429	5,200 à 6,000	2,439,900
Sous-brigadiers	992	1,600 à 1,800	1,651,900	933	4,400 à 5,400	4,739,100
Préposés.	3,920	1,200 à 1,600	5,258,100	4,345	3,600 à 5,000	17,549,600
Aspirants préposés	400	1,100	440,000	600	3,300	1,980,000
Matelots	61	1,300 à 1,700	91,300	61	3,800 à 5,200	279,600
Aspirants matelots	5	1,000	5,000	6	3,300	19,800
Garçons de bureau	»	»	»	12	3,600 à 5,000	51,800
Patrons	2	2,100 à 2,500	4,800	2	5,800 à 6,500	13,000
Sous-patrons	7	1,700 à 2,000	13,200	7	4,800 à 5,700	39,000
Machinistes	2	2,100 à 2,500	4,600	2	5,800 à 6,500	12,700
Machinistes-chauffeurs	10	1,700 à 2,000	19,700	10	4,800 à 5,700	55,200
Totaux.	7,741		12,532,500	9,190		42,128,000

(1) En 1914, il existait deux Inspecteurs des douanes et onze Inspecteurs provinciaux. Dix de ceux-ci avaient dans leurs attributions le service des contributions directes et celui des douanes et accises et le onzième était attaché au service de la douane de la Direction d'Anvers.

(2) En 1914, les Contrôleurs des contributions directes exerçaient également les surveillances en matière d'accise.

(3) Non compris les receveurs des contributions directes chargés de la perception des droits des douanes et accises.

(4) En 1914, il existait cent vingt et un surnuméraires pour le service des contributions directes et celui des douanes et accises.

ART. 25. — Suppléments de traitement extraordinaires 1,750,000 francs, en augmentation de 750,000 francs.

En réponse à une question relative à la répartition de ce crédit, nous avons reçu la réponse suivante :

Les pièces comptables relatives à l'exercice 1921 n'étant pas encore transmises à l'Administration centrale par les services extérieurs, il est impossible d'établir la répartition du crédit alloué à l'article 25 pour suppléments de traitement.

On ne possède de renseignements qu'en ce qui concerne les indemnités accordées pour frais de maladie ; la dépense de ce chef s'élève à 192,112 francs pour la dite année.

Quant à la somme de 750,000 francs sollicitée à titre d'augmentation de crédit, il n'est guère possible d'en faire la ventilation.

En effet, la réorganisation de l'Administration, en suite de la refonte du régime fiscal, a nécessité un sérieux renforcement des cadres.

Cette extension des cadres, d'une part, et le déficit occasionné par la guerre, d'autre part, sont cause qu'un grand nombre d'emplois sont toujours vacants. Le recrutement par voie de concours et d'examens n'ayant pas fourni jusqu'à ce jour le contingent nécessaire, il en résulte que les intérim, détachements, changements de résidence sont plus nombreux que de raison. Dans un autre ordre d'idées, les difficultés de mise en train du régime fiscal nouveau exigent de nombreux détachements temporaires d'agents dans les inspections, contrôles ou recettes.

En conséquence, les dépenses résultant de ce chef ont crû dans de fortes proportions et atteignent une somme assez élevée, qu'on ne saurait supputer même approximativement.

Il est à supposer que cette situation transitoire durera assez longtemps encore.

D'autre part, on se trouve devant la même difficulté quant à la fixation du montant des indemnités qui seront octroyées sur la base d'un mois et demi ou d'un mois de traitement pour frais de maladie et de funérailles, le système réglant l'attribution de ces secours n'étant en vigueur que depuis le 1^{er} juillet dernier, et l'Administration ne possédant, à l'heure actuelle, aucune indication relative à cet objet.

ART. 25. — Frais de bureau et de tournées, 940,000 francs. Augmentation de 200,000 francs.

Tous les agents des douanes et accises sont admis à toucher des frais de tournée pour les déplacements en service.

Les inspecteurs, contrôleurs, vérificateurs et sous-contrôleurs jouissent d'indemnités forfaitaires annuelles pour leurs frais de séjour, les frais de voyage proprement dits étant en outre remboursés. Les lieutenants, sous-lieutenants, chefs de section et commis des accises jouissent d'indemnités annuelles, de frais de séjour et de parcours combinés. Lorsque la circonscription des ressorts est de grande étendue et comporte des parcours dépourvus de voies ferrées, des indemnités complémentaires peuvent être accordées.

Quant aux autres agents, qui se déplacent rarement, les indemnités qui leur

sont allouées comprennent une somme fixe par jour de voyage à titre de frais de séjour, selon le grade, ainsi que le remboursement des frais de voyage.

Les dispositions principales relatives à cet objet sont comprises dans les ordres de service numéros 3227 et 3239.

ART. 26b. — Primes fr. 500,000

Les agents commissionnés ont tous qualité pour constater les infractions en matière d'accise ce sont principalement les inspecteurs, contrôleurs, sous-contrôleurs et commis des accises qui s'occupent de la recherche et de la poursuite de la fraude et qui sont récompensés de leurs efforts par l'octroi des primes dont l'importance varie avec celle de l'infraction constatée.

Plusieurs membres de la Commission se sont plaints des procédés employés dans la recherche des contraventions. Sur ce point, l'Administration répond qu'elle a toujours fait les recommandations les plus pressantes pour que les verbalisants restent dans les limites de la correction. Il en est ainsi notamment en matière de surveillance des débits et magasins de boissons en vue de l'application de la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool. L'agent qui serait convaincu d'avoir eu recours à des procédés inavonables serait immédiatement puni.

Quant aux pénalités infligées, elles ne peuvent excéder la limite fixée par la loi.

Au reproche de vexation, qui a été souvent formulé, l'Administration répond que les mesures de surveillance ou tout au moins certaines d'entre elles sont imposées par les lois elles-mêmes ou par des arrêtés d'exécution pris en vertu d'une loi.

ART. 28. — Matériel. fr. 5,011,000

en augmentation de 1,600,000 francs, due aux frais du système de la bandelette fiscale (litt. h).

Le crédit de 1,600,000 francs affecté à l'application du droit proportionnel de consommation sur les tabacs se décompose comme suit :

Frais d'impression et de distribution des bandelettes fiscales pour tabacs fabriqués (y compris l'achat du papier)	fr. 1,593,000
Loyer des locaux affectés au début et à la conservation des bandelettes	3,000
Matériel, papier d'emballage, etc.	4,000
	fr. 1,600,000

L'apposition de la bandelette fiscale est imposée par la loi ; elle est indispensable pour établir la perception régulière du droit proportionnel de consommation sur les tabacs fabriqués.

Le rendement présumé de cet impôt s'élevant à 60,000,000 francs, les frais précités, qui s'étendent sur une quantité globale de 700,000,000 de bandelettes se répartissant en 140 séries, apparaissent comme très modérés.

CHAPITRE IV.

Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

PERSONNEL.

a) 1914 : 480 fonctionnaires et employés (tant pour les services centraux que pour l'administration provinciale) ;

b) 1922 : 665 agents.

Soit une augmentation de 185 unités, dont 62 commis aux écritures, au traitement de 3,600 à 7,000 francs (cadre nouveau); une douzaine d'employés subalternes du service du Timbre, du traitement de 3,600 à 5,200 francs, et une centaine de surnuméraires (indemnité annuelle de 4,800 francs). Le cadre de ces derniers agents — futurs fonctionnaires — a été renforcé, partie à cause de la création de nouveaux emplois; (18 postes d'inspecteurs ou vérificateurs et environ 40 recettes), partie pour faire face à la besogne extraordinaire résultant des nouvelles lois fiscales et de la liquidation des affaires d'après-guerre (notamment arriérés dans les bureaux de recette, liquidation du butin de guerre, recouvrement des dommages-intérêts en matière de trafic avec l'ennemi, etc.).

Le programme de réorganisation que l'Administration de l'enregistrement et des domaines a élaboré en vue de mettre ses services à même de faire complètement face aux nécessités nouvelles (impôts nouveaux, renforcement des moyens de contrôle en matière de droits de succession, etc.) n'a pu être réalisé encore que dans une mesure réduite. La formation des fonctionnaires de l'enregistrement et des domaines nécessite, à la fois, de longues études de droit et un long stage dans les bureaux : les possibilités de recrutement de nouveaux agents n'ont donc pu s'accroître avec la même ampleur et, surtout, avec la même rapidité que la besogne.

Avant tout, l'Administration a dû reconstituer ses cadres considérablement appauvris par suite de la suppression des épreuves de recrutement pendant la période de guerre. Cette première étape franchie, elle a réalisé quelques mesures de réorganisation proprement dites, notamment :

a) Elle a créé un cadre spécial d'agents auxiliaires (commis aux écritures) chargés de diverses besognes d'ordre inférieur ;

b) Elle a élargi le cadre des surnuméraires (candidats fonctionnaires) dont le nombre a été porté de 56 à 74. Ce dernier chiffre a d'ailleurs été momentanément dépassé, l'Administration ayant, en raison des besoins actuels ou prévus, nommé surnuméraires tous les candidats qui avaient justifié — par la voie du concours — du strict minimum de connaissances nécessaires ;

c) elle a élargi de même le cadre des fonctionnaires supérieurs (service du contrôle) par la création de 4 nouveaux emplois d'inspecteurs et de 11 nouveaux emplois de vérificateurs ;

d) elle a procédé au remaniement et à la division des attributions des bureaux les plus chargés. 40 nouvelles recettes ont ainsi été créées depuis l'armistice.

D'une façon générale, l'Administration de l'enregistrement et des domaines parvient à assurer à peu près régulièrement le recouvrement des produits, dont

la perception lui est confiée. Les recettes d'impôt prévues pour 1922 atteignent 603 millions (contre 86 millions en 1913). Au 30 mars 1922, soit après trois mois, il avait déjà été recouvré plus de 157 millions. Cependant certaines dispositions de la loi du 28 août 1921 n'ont pu encore faire sentir leurs effets.

La perception des droits de succession est celle qui présente le plus de difficultés. Les modifications successives apportées aux lois sur la matière depuis l'armistice ont considérablement compliqué le travail des receveurs à cet égard. Quoi qu'il en soit, la liquidation et le recouvrement des droits de succession — d'après les déclarations fournies par les contribuables — ne souffre de retard réellement appréciable que dans certains gros bureaux. Les recettes demeurent jusque maintenant en deça des prévisions ; mais on fait remarquer que la majoration de taux réalisée par la loi précitée du 28 août 1921 va seulement commencer à avoir sa répercussion sur les chiffres des recouvrements.

Le contrôle des déclarations, et partant, la recherche et la répression des fraudes souffre un retard assez sérieux. Dans la mesure de ses disponibilités en personnel, l'Administration fournit d'ailleurs de l'aide supplémentaire aux comptables particulièrement surchargés, mais le rétablissement d'une situation normale ne pourra être réalisé que progressivement, au fur et à mesure de l'exécution du plan général de réorganisation, dont il est parlé au n° 1 ci-devant.

Les receveurs de l'enregistrement et des domaines sont rétribués, non par un traitement fixe, mais par la voie de remises proportionnelles sur le montant de leurs recettes. Le quart de ces remises — celles-ci sont établies en conséquence — est censé couvrir forfaitairement les frais de gestion : loyer du local, fournitures, rétribution du personnel agréé.

Le système du recrutement et du paiement des commis agréés par les receveurs n'a pas soulevé de critiques jusqu'à présent, et la haute valeur professionnelle des fonctionnaires formés par cette méthode constituerait le meilleur argument à l'appui du maintien pur et simple du *statu quo*, si certaines circonstances (cherté de la vie, hauts salaires offerts par l'industrie et le commerce et, parfois par des organismes officiels) n'incitaient les jeunes gens à se détourner de la carrière de l'enregistrement dont l'accès est particulièrement difficile et où les premières années — celles de stage — ne peuvent être que peu rémunérées.

L'administration a paré aux inconvénients que présente, dans les circonstances actuelles, le système envisagé, en instituant des bourses dites primes d'encouragement en faveur des commis qui accomplissent le stage préparatoire aux concours d'admission. Ces primes qui varient de 900 à 1,500 francs sont attribuées après une épreuve facile portant sur les notions les plus élémentaires de la pratique des bureaux. Par ce moyen, les receveurs ont vu indirectement alléger dans une mesure appréciable les charges pécuniaires résultant pour eux de l'obligation de payer leurs commis agréés. Malgré diverses critiques, l'administration continue à penser que l'institution des primes d'encouragement constitue un remède efficace contre les difficultés de recrutement dont se plaignent certains de ses comptables et elle étudie les moyens d'augmenter encore cette efficacité en élargissant le champ d'application des arrêtés ministériels qui ont créé les susdites primes.

Arr. 29. — Traitements du personnel de l'enregistrement et du timbre, fr. 4,027,000, en augmentation de fr. 4,031,050.

Les fonctionnaires de l'enregistrement et des domaines, qui ont vu relever le barème de leurs traitements ou remises dans la même proportion que celui des agents de l'État en général, trouvent la principale cause de leur mécontentement dans l'accroissement considérable de travaux que leur a amené l'après-guerre.

La comparaison des recettes actuelles avec celles d'un exercice d'autrefois permet déjà de se faire une idée de l'augmentation de besogne que supportent les quelques 650 fonctionnaires et employés que compte, au total, l'Administration de l'enregistrement. Mieux encore apparaît cette augmentation, lorsqu'on constate que le coefficient d'exploitation est diminué de moitié environ. Cette situation ira en s'améliorant au fur et à mesure de l'accroissement des disponibilités en personnel. Reste à savoir si les méthodes actuelles sont propres à favoriser cet accroissement. Bien que le rôle de la Commission des Finances consiste à restreindre les dépenses, elle doit attirer l'attention de la Chambre sur la nécessité de recruter à suffisance — et pour cela de rémunérer convenablement une catégorie de fonctionnaires dont dépend une notable partie des ressources de l'État.

On s'est plaint de la grande variété de timbres employés par l'Administration. Outre les timbres de dimension et papiers timbrés pour protêts, permis de chasse et passeports, pour quittances, effets de commerce et pour les obligations non négociables, il existe diverses espèces de timbres adhésifs (pour effets de commerce, pour affiches, pour quittances, pour opérations de Bourse, pour accreditifs, pour opérations de Banque, pour taxe de transmission, pour taxe de luxe) comportant, la plupart, de multiples taux.

L'Administration se préoccupe de l'unification des divers types de timbres et un premier pas a déjà été réalisé dans cette voie par l'unification des empreintes à apposer sur les papiers présentés au timbrage à l'extraordinaire (arrêté royal du 3 août 1920) ; mais l'unification des timbres adhésifs s'est heurtée jusque maintenant à la difficulté passagère que voici : certains droits de timbre sont en vigueur depuis peu de temps, de sorte que l'Administration n'a pu réunir encore, à leur sujet, les renseignements statistiques qui lui sont indispensables pour en apprécier le rendement. Un autre inconvénient de l'unification, auquel il sera probablement possible de parer, consiste en ce que le timbre unique ne paraît nécessairement pas comporter l'indication du taux pour cent de l'impôt, ce taux variant avec les espèces : d'où difficultés pour le public de s'y retrouver, la législation sur le timbre étant parmi les plus touffues.

D'autre part, la remarque a été faite, au cours des discussions de la Commission, que la fourniture au public de timbres aussi nombreux et aussi variés impose aux receveurs un surcroît de travail tout-à-fait inopportun.

ART. 31, litt. c. — *Services régis par l'Administration de la Donation royale. — Traitements, indemnités et salaires :*

3° Terrains et serres de Lacken	fr. 343,400
4° Parc Duden, à Forest	49,600

ART. 36, litt. b. — *Service de la Donation royale : travaux, frais d'entretien et de culture, fournitures diverses :*

3 Terrains et serres de Laeken	fr. 543,000
4 ^e Parc Duden, à Forest	20,000

Par « terrains et serres de Laeken », il faut entendre les immeubles (serres et parcs) donnés à l'État par S. M. Léopold II suivant acte du 9 avril 1900, à charge de leur conserver la destination qu'ils ont eue du vivant du donateur, c'est-à-dire celle de résidence royale et de pourvoir à leur entretien. Ces propriétés sont englobées dans la résidence royale de Laeken.

La somme de 543,000 francs représente la partie incombant à l'État, le surplus étant à la charge de l'administration de la Liste Civile et consistant dans les traitements et salaires de 4 chefs de service et de 70 ouvriers.

La somme de 543,000 francs se subdivise comme suit :

Entretien du Parc Royal	fr. 7,275
Service des serres royales (achat de plantes, engrais, fournitures diverses)	15,200
Entretien des bâtiments (remise en état de la peinture des serres, réparations au vitrage, etc.). Installations de chauffage	125,000
Usine hydraulique alimentant les bassins du parc.	17,000
Charbon destiné au chauffage des serres	175,000
Divers	5,525
	345,000

Le parc Duden, à Forest, est devenu propriété de l'État, partie en vertu de la donation consentie par S. M. Léopold II suivant l'acte précité du 9 avril 1900, partie en vertu des dispositions testamentaires de M^{me} Duden.

Cette donation et ces dispositions obligent l'État à conserver à la propriété la destination de parc public et à pourvoir à son entretien.

Le parc Duden occupe :

1 chef de service ;

2 gardes ;

6 ouvriers permanents.

La somme de 49,600 francs représente les traitements et salaires de ces agents.

La somme de 20,000 francs prévue pour travaux et entretien se subdivise ainsi qu'il suit :

Salaires d'ouvriers temporaires engagés pour les travaux d'abatage et de plantations	fr. 6,000
Entretien et renouvellement des clôtures	4,500
Plantes de taillis et d'ornement	2,000
Outils	1,500
Entretien des bâtiments	6,200
	20,000

La résidence royale de Laeken et le parc Duden, propriétés d'agrément, sont quasi improductifs.

A Laeken, quelques ventes de chablis, de foin et regains produisent de 4,000 à 5,000 francs l'an.

Il a été vendu, cette année, pour environ 6,500 francs de bois au Parc Duden.

ART. 33. — Matériel : 156,000 francs, en augmentation de 56,000 francs.

Par voie d'amendement, le Gouvernement propose de porter ce crédit à 270,000 francs, soit une nouvelle majoration de 114,000 francs due à « l'importance prise par la confection du timbre ».

CHAPITRE IV.

Services divers.

ART. 44. — Honoraires d'avocats et d'avoués, chargés de défendre l'État dans les procès contre les traîtres et les pourvoyeurs de l'ennemi ; frais de procédure, déboursés, etc. 200,000 francs.

Le montant des honoraires des avocats qui se sont portés partie civile dans des procès de trafic avec l'ennemi, s'élève à :

Pour l'exercice 1919.	Pour l'exercice 1920.	Pour l'exercice 1921.
Fr. 136,177.20	Fr. 394,594.55	Fr. 168,421.20
(imputés sur l'art. 4)	(imputés sur l'art. 4)	

A la date du 1^{er} avril dernier, les procès intentés par l'État contre les traîtres et les pourvoyeurs de l'ennemi avaient fait entrer dans les caisses de l'État :

a) à titre de dommages-intérêts, la somme de . . .	Fr. 13,635,559.27
b) à titre de valeurs saisies et confisquées, la somme de. »	1,094,222.60
Total.	Fr. 14,729,781.87

ART. 45. — Economat du Ministère des Finances. Remboursement de l'avance faite à l'Economat du Ministère des Finances par l'Industrie et le Travail. . . .
11,675 francs.

Lors de la liquidation totale de l'économat du Ministère des Finances, les sommes provenant de la vente des marchandises pour la plupart périssables, n'ont pu couvrir le montant de l'avance faite par le Département de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Il convient de rembourser à ce Département la somme portée au budget.

ART. 46. — Frais de personnel et de matériel à résulter des opérations de recensement et d'estampillage des titres des anciennes dettes publiques autrichienne et hongroise non gagées dont sont possesseurs des ressortissants belges.
27,000 francs.

Les opérations visées par cet article ne donnent lieu à aucune recette.

Un amendement du Gouvernement propose d'ajouter :

ART. 48 (nouveau). Acquisition de machines et accessoires pour l'impression et la frappe des timbres fiscaux, 100,000 francs.

Il s'agit de machines mues par l'électricité pour remplacer deux presses à bras.

Comme conclusion de cet examen, votre Commission des Finances vous propose, Messieurs, d'approuver le projet de budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1922.

Le Rapporteur,

MAURICE HOUTART.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 MEI 1922.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN FINANCIËN

VOOR HET DIENSTJAAR 1922 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HOUTART.

MIJNE HEEREN,

Wij hebben de eer u, namens de Commissie voor de Financiën, verslag uit te brengen over de begrooting van het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1922.

In vergelijking met de begrooting voor 1921 komen daarin de volgende cijfers voor :

	1921.		1922.
Gewone uitgaven. . . fr.	111,989,450	fr.	121,554,703
Uitzonderlijke uitgaven. . .	655,000	—	563,675
Te zamen. . . . fr.	112,644,450	fr.	121,918,378

De uitgaven zijn dus van het eene jaar tot het andere vermeerderd met 9,273,928 frank.

(1) Begrooting, n^o 24^{xiii}.

Amendementen, n^o 79.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

1) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen* : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, Cousot, David, De Bruyne (Aug.), Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Glabbeke en Wauwermans.

2) *Zes verslaggevers door de Afdelingen benoemd* : De heeren Neven, Colaert, Poncelet, De Bruycker, Cousot en Van Dievoet.

De begrootingsramingen voor 1914 bedroegen voor dit Ministerie slechts 26,544,030 frank, zoodat het verhoogingscijfer voor het tijdvak 1914-1922 is bepaald op 4.66.

Tegenover deze ontzaglijke toeneming van uitgaven dient men de cijfers te vermelden van de ontvangsten, welke het Ministerie van Financiën gelast is in te vorderen.

Voor 1914 waren de ontvangsten geraamd op de volgende sommen :

Rechtstreeksche belastingen	fr.	87,148,000	
Douanen		72,031,000	(1)
Accijnzen		94,703,500	(2)
Allerlei ontvangsten		1,632,500	
Régistratie- en successierechten		98,713,000	
Kapitalen en inkomsten		33,769,645	
Terugbetalingen		9,609,624	

Te zamen : fr. 397,627,569

Voor 1922 worden die ontvangsten in de Begrooting van 's Lands Middelen geraamd als volgt :

Rechtstreeksche belastingen	fr.	489,550,000	
Douanen		255,797,150	(3)
Accijnzen		198,951,000	(4)
Allerlei ontvangsten		5,876,500	
Registratie- en successierechten		605,310,000	
Kapitalen en inkomsten		89,398,639	
Terugbetalingen		178,973,624	(5)
Belastingen op de oorlogswinsten		25,000,000	

Te zamen : fr. 1,848,836,913

Het verhoogingscijfer voor het tijdvak 1914-1922 is dus, wat betreft de ontvangsten, 4.64 ; bijgevolg is de coëfficiënt der kosten van inning, in verhouding tot de ontvangsten, 15.16 t. h. tegen 14.98 t. h. in 1914.

EERSTE HOOFDSTUK.

Hoofdbeheer.

ART. 2. — Jaarwedden : 5,827,250 fr. — Vermeerdering : 87,360 fr.

Litt. a. — *Muntcommissie.*

Eene aanvullende Muntovereenkomst, gesloten tusschen den Minister van

(1) Buiten het aandeel van het gemeentefonds.

(2) Idem.

(3) Idem.

(4) Idem.

(5) Na aftrek van 165,000,000 frank afgehouden van de begrooting der Staatsbedrijven.

Financiën en den heer Josse Allard op 30 November 1921, werd bij Koninklijk besluit van dezelfde dagteekening goedgekeurd. (*Staatsblad*, 11 December 1921, bl. 11262.)

Litt. f. Dienst der begrooting, loonen, vergoedingen, commissiën, studiën, zendingen, enz. fr. 200,000

Dit crediet is verdeeld als volgt :

Dienst der begrooting	fr. 2,000
Loon van personen betaald per dag	70,000
Vergoedingen wegens ziekte- en begrafenis-kosten	30,000
Examencommissiën	20,000
Studiën, zendingen.	20,000
Vertaalbureau	2,300
Regeringsecommissaris bij de wissel- en fondsenbeurzen	3,000
Regeringsecommissaris bij de Maatschappij voor Crediet aan de Nijverheid	3,000
Raad voor betwiste zaken	5,000
Vergoeding aan den heer Verhas wegens den bijzonderen dienst van het Museum der stempels van munten en medailles :	1,500
Vergoeding aan den heer Verlinde wegens zijne betrekking van keurder voor den waarborg van gouden en zilveren werken	600
Vergoedingen wegens werkzaamheden van het Comité der Koninklijke Schenking	15,750
Vergoedingen aan de bedienden der Koninklijke Schenking, (Hoofd-beheer)	10,000
Onvoorziene vergoedingen	16,850
	fr. 200,000

ART. 10. — Statistische bescheiden fr. 65,000

Daardoor worden bedoeld de bulletijns, formulieren, uitgaven en ander drukwerk betreffende de handelsstatistiek.

De toepassing der wet op de boekhouding der betaalbaar te stellen credieten gaf niet tot aanzienlijke kosten aanleiding.

Er zijn thans 12 boekhouders der betaalbaar te stellen credieten.

De jaarwedden dezer ambtenaren bedragen elk jaar de som van 107,000 fr.

Van de uitgaven voor het materieel van den nieuwen dienst wordt niet afzonderlijk boek gehouden; men kan bijgevolg het bedrag daarvan niet vermelden.

Die uitgaven komen in de overige uitgaven van dien aard van de onderscheidene departementen voor, en wel tot een betrekkelijk gering bedrag.

HOOFSTUK II.

Bestuur der Thesaurie en der Openbare Schuld in de provinciën.

De twee credieten (art. 11 en 12), die dit hoofdstuk uitmaken, bedragen 750,000 frank; er is dus eene vermeerdering van 29,000 frank op het cijfer der begrooting voor 1921.

Wat betreft de Thesaurie, moest er niet overgegaan tot eene herinrichting, doch wel tot eene wederoprichting van de kaders van het personeel, welke gedurende den oorlog in uitzonderlijke mate verminderden; de beroeps-beambten, vóór den oorlog ten getale van 133, waren bij den aanvang van 1919 nog slechts 103.

Het grooter getal betalingen op de begrootingen bracht meer werk bij en vereischte bijgevolg meer personeel, in een zekere mate in verhouding met dat van de begrootingen zelf.

De dienst, belast met de uitbetaling van de kwartalen van pensioenen, had 18,000 zaken te behandelen in 1914 en 82,000 in 1921; men raamt dat er nog 300,000 nieuwe pensioenen moeten vereffend worden; het stoffelijk werk is daardoor naar evenredigheid toegenomen, daar men niet alleen het getal in aanmerking nemen moet, doch ook den verschillenden aard der nieuwe pensioenen en renten, alsmede de onderscheidene bepalingen, welke daarop van toepassing zijn.

Het algemeen beheer der schuld aan toonder werd uitgebreid naar gelang van de uitgiften der verscheidene leeningen, binnenlandsche en buitenlandsche; bons van het Muntherstel, leeningen tot 's Lands herstel, binnenlandsche premieleening, leening tot consolidatie, premieleeningen van den Bond der Coöperatieven voor Oorlogsschade, Schatkistbons van allerlei aard. Het moet niet alleen zorgen voor het vervaardigen van de voorloopige en definitieve titels, het moet ook den dienst daarvan verzekeren: interestcoupons, aflossing, vernieuwing.

Nieuwe diensten kwamen tot stand ten gevolge van den oorlog; de algemeene omzet der fondsen, namelijk, inzonderheid van de buitenlandsche deviezen, heeft toegenomen zooals dit nooit geschiedde vóór den oorlog.

Eindelijk moest een bijzonder beheer tot stand gebracht worden voor de uitgifte van de titels der oorlogsschade, door de Thesaurie afgeleverd na ontvangst van de vorderingen, daaraan toegezonden door den dienst afhangelende van de Economische Zaken en na een nauwgezet onderzoek op grond van de uittreksels uit de vonnissen gewezen door de bijzondere rechtbanken. Die dienst is belast met het houden van het Grootboek, van een alphabetisch repertorium, van een aanwijzer der akten van afstand en pandgeving, met de uitgifte der titels op naam van hen die de vergoeding ontvangen, alsmede met de betaling der vervallen en elk semester te vervallen interesten.

ART. 11. — Jaarwedden van de agenten der Schatkist, 410,000 frank.

Is het volstrekt noodig dat er agenten der Schatkist optreden? Verscheidene leden hadden hieromtrent twijfel geuit; ziehier het antwoord van het Departement van Financiën:

De Agent der Schatkist is de afgevaardigde van den Minister van Financiën bij de Nationale Bank. In hoofdzaak houdt hij contrôle op de ontvangst van 's Rijks kashouder en verleent, onder zijne persoonlijke verantwoordelijkheid, machtiging tot betaling van al de uitgaven na te hebben nagegaan of er is voldaan aan de wets- en reglements-bepalingen, opdat de Schatkist ontheven zij van alle verplichting. Hij zorgt voor den dienst der ingeschreven schuld, der borgtochten, enz.

Deze bevoegdheden kunnen noch geheel, noch gedeeltelijk aan de Nationale Bank opgedragen worden; zoo niet, ziet men van elke contrôle af en roept men onvereinbaarheden in 't leven.

Wat betreft de pensioenen (dienst waarvan men de ingewikkelde regeling en den tragen gang heeft aangeklaagd), heeft het Bestuur, sedert 1 Juli 1921, eene proef genomen met de betaling door middel van postchecks; dit stelsel leverde echter de verwachte voordeelen niet op. Thans onderzoekt het welke wijzigingen dienen te worden ingevoerd om het incasseeren van de pensioenen te vergemakkelijken.

ART. 12. — Kantoor-, klerk-, huurkosten, enz., van de Agenten der Schatkist. fr. 340,000

Vermeerdering: 40,000 frank.

Vergoedingen voor kosten van bijzondere klerken worden ter beschikking van sommige Agenten der Schatkist gesteld, opdat zij de diensten van bedienden, die niet tot het Bestuur behooren, zouden kunnen bezoldigen. Ofschoon deze wijze van betaling van het lager personeel inderdaad is afgeschaft, was men verplicht ze nog toe te passen in afwachting dat men aan de agentschappen der Schatkist een vast personeel kunne verschaffen. Dit zal binnenkort geschieden. De agenten der Schatkist zijn verplicht het bewijs te leveren dat de wedden van dien aard werkelijk betaald worden.

Bij amendement stelt de Regeering voor, het bedrag van dit crediet te verhoogen tot 587,000 frank, en wel om redenen die men zonder betwisting aannemen kan.

HOOFDSTUK III.

Besturen der rechtstreeksche belastingen en der douanen en accijnzen in de provinciën.

Dit hoofdstuk bedraagt in 't geheel 97,633,310 frank; er is eene vermeerdering van 8,431,000 frank.

Welke maatregelen werden er genomen om het Bestuur der Financiën herin te richten en om daarvan een betere opbrengst te bekomen? Waarom heeft men den dienst der belastingen en dien der accijnzen in tweeën gesplitst in al de omschrijvingen zonder onderscheid?

Op deze twee vragen werd ons geantwoord door de volgende inlichtingen:

Wat betreft het Bestuur der belastingen, ging men bij de herinrichting uit van deze gedachte: men wilde de beambten specialiseeren in de verschillende takken van den dienst, derwijze dat men hunne taak zou vergemakkelijken en vereenvoudigen, dat men ze beter zou verdeelen en, logisch gevolg daarvan, dat hun werk productiever zijn zou.

Aan het hoofd van de hervorming komt de splitsing voor van de provinciale diensten der rechtstreeksche belastingen, douanen, accijnzen en kadaster in twee onderscheiden besturen: het bestuur van de rechtstreeksche belastingen en van het kadaster, eenerzijds, en het bestuur der douanen en accijnzen, anderzijds.

In zake rechtstreeksche belastingen werd al wat de betwiste zaken betreft, aan nieuwe ambtenaren opgedragen, die den naam dragen van «gewestelijke opzieners»; op die wijze kunnen de controleurs, die de bezwaarschriften niet meer moeten onderzoeken, zich uitsluitend bezighouden met de aanslagverrichtingen. Hunnerzijds zijn de gewestelijke inspecteurs gelast :

1^o In gansch hunne omschrijving te zorgen voor de gelijke toepassing der wetten en reglementen;

2^o Aan den belastingschuldige, ingeval deze bezwaren aanvoert tegen den aanslag vastgesteld door den controleur, de meeste waarborgen van onpartijdigheid te verleenen aangaande het onderzoek der aangevoerde bezwaren;

3^o Een strenger toezicht te houden op de ontvangers, welk toezicht noodzakelijker is geworden uit hoofde van de aanzienlijke sommen, waarvan de inning hun is toevertrouwd.

Bovendien staan de opzieners hunne onderhoorigen volgaarne bij door hunne raadgevingen en hunne ondervinding.

Door de herinrichting — den heilzamen invloed daarvan op de opbrengst der belastingen zal men slechts geleidelijk kunnen vaststellen — was het noodig, het personeel te versterken. Met het beperkt personeel van vóór den oorlog ware het overigens onmogelijk geweest, de invoering en de heffing te verzekeren van een bedrag belastingen, ten minste driemaal hooger dan dit van 1913 en een veel hooger getal belastingschuldigen omvattende. Anderzijds moesten de ambtenaren een aanzienlijk aanvullend werk leveren wegens de bijzondere belastingen op de oorlogswinsten en op de uitzonderlijke winsten, alsmede wegens de inning van meer dan 450 miljoen achterstallen op de vroegere belastingen en het vaststellen van nagenoeg 35 miljoen verschuldigd gebleven rechten (patentrechten, belasting op de werkelijke inkomsten en winsten, enz.). Nu, al zijn de kaders versterkt, dan toch overschrijden de bestuurskosten niet 5 t. h. van de geheele opbrengst der belastingen.

Neemt men in acht dat de inning der aandeele, aan de provinciën en gemeenten toekomende in de opbrengst dier belastingen, voor de Schatkist nagenoeg 19,600,000 frank heeft opgebracht wegens inningskosten, en zoo men die som voegt bij de belastingen welke de Staat voor zijn eigen rekening heeft ontvangen als verschuldigd gebleven rechten, hetzij 25 miljoen, dan bedraagt de geheele ontvangst 42,600,000 frank, som welke de bestuurskosten gedurende bijna twee jaren vertegenwoordigt; daaruit blijkt dat de inkomstenbelastingen voor 1920 en 1921 worden ingevoerd en geïnd zonder kosten voor de Schatkist.

Doch verscheidene leden, getroffen door de trage wijze waarop de aanslagen en de heffingen geschieden voor meest al de rechtstreeksche belastingen, stellen de vraag, of het Bestuur in staat is het volle bedrag dier belastingen te innen. Hieromtrent werd door het Departement geantwoord als volgt:

Het Bestuur der belastingen is in staat, het volle bedrag te innen van de inkomstenbelastingen en van de bijzondere, met de rechtstreeksche belastingen gelijkgestelde heffingen. De ontvangsten volgen snel en geregeld op de vaststelling van het bedrag der rollen.

Voor 1920 is, op 31 Maart laatst, de toestand in zake inkomstenbelastingen de volgende.

	Bedrag der vastgestelde belastingen (in duizenden frank).	inningen
Grondbelasting	107,000	93,000
Belasting op roerende zaken	115,150	115,032
Bedrijfsbelasting	119,990	106,001
Supertaxe	89,609	75,862

Wat aangaat de bijzondere belastingen op de oorlogswinsten en de uitzonderlijke winsten, bereiken de vastgestelde rechten op 31 Maart laatst :

Voor de oorlogswinsten	fr.	797	millioen.
Uitzonderlijke winsten.		27	—
Te zamen		fr.	824 —
Na aftrek van de vermoedelijk oninbare posten	fr.	221	—
Blijft		fr.	603 —

Op denzelfden datum van 31 Maart laatst waren die aanslagen ingevorderd tot een bedrag van :

Oorlogswinsten	fr.	351	millioen.
Uitzonderlijke winsten		22	—
Te zamen		fr.	353 —

Nog niet te gelde gemaakte waarborgen van het Bestuur (beslaglegging op gelden, vaste goederen, schuldvorderingen, enz.)

	fr.	60	—
Te zamen		fr.	413 —

De invorderingen gaan gepaard met aanzienlijke bezwaren en geven aanleiding tot eene langdurige rechtspleging, waardoor de heffing merklijk vertraagd wordt.

Tot nu toe werd er overgegaan tot 1,331 beslagleggingen op roerende zaken en 107 verkooping van zoodanige zaken, alsmede tot 258 beslagleggingen op onroerende goederen en 59 verkooping van zoodanige goederen.

Menig verzet is nog aanhangig voor de rechtbanken, doch het Bestuur kan verzekeren dat niets zal verwaarloosd worden om meest al de aanslagen in te vorderen.

Een andere vraag betreffende de rechtstreeksche belastingen : Heeft men getracht, de vragenlijsten, waarop de belastingsschuldigen moeten antwoorden, duidelijker en minder ingewikkeld te maken?

Op deze vraag antwoordt het Departement van Financiën : Indien men de aangifte betreffende de belastingen op de inkomsten voor 1920 vergelijkt met die gebruikt voor 1921, zal men er zich van overtuigen, dat de vragenlijsten werden omgewerkt en opgesteld derwijze dat zij voor de groote meerderheid vatbaar zijn.

Overigens, het Bestuur onderzoekt of het mogelijk is, de verplichte aangifte vanaf 1923 af te schaffen in sommige, door den wetgever te bepalen gevallen.

ART. 14. — Bewaring van het kadaster, 6,209,500 frank. Vermeerdering : 1,089,900 frank.

Waarom behoort het kadaster tot den Dienst der rechtstreeksche belastingen? Het staat veel meer in verband met de registratie. De schattingen zijn van grooter belang voor de registratie- en successierechten als voor de rechtstreeksche belasting.

Op deze aanmerkingen, bij het onderzoek van deze begrooting uitgebracht door verscheidene leden der Commissie, antwoordt het Departement van Financiën als volgt :

Het Belgisch Kadaster werd opgericht niet om te gelden als een rechtstitel van het onroerend eigendom, doch *alleen* om aan de grondbelasting ten grondslag te dienen. Ook begrijpt men niet dat men dien dienst zou afscheiden van het Bestuur der rechtstreeksche belastingen.

De band, die de twee diensten vereenigt, werd nog hechter gemaakt doordien het kadastraal inkomen thans steunt op de werkelijke of vermoedelijke huurwaarde en het in aanmerking genomen wordt tot vaststelling van het globaal inkomen, met de supertaxe belastbaar.

Anderzijds is het Bestuur der registratie in bezit van een dubbel der leggers van het kadaster. Het kan bijgevolg, op grond van de daarin vermelde kadastrale leggers, nagaan welke de handelswaarde van de goederen is voor de schattingen in zake registratie- en successierechten. Desnoods zou het bij de verificateurs van het kadaster alle aanvullende inlichtingen bekomen.

Desnoods zou het Bestuur der belastingen er geen bezwaar in vinden, dat gezegde verificateurs mits vergoeding zouden belast worden met het nazien van de aangiften der waarden.

De wijze, waarop het kadastraal inkomen in sommige gevallen werd vastgesteld, werd in de Commissie voor de Financiën zeer hevig beknibbeld.

In sommige gedeelten van het land — met name in Luxemburg — wordt er geklaagd over de onwetendheid der ambtenaren, wat aangaat de werkelijke waarde der gronden. Die bezwaren zullen in de Kamer weder uiteengezet worden door de leden, die ze uitbrachten.

Er werd nog gezegd : Het ware spaarzamer en minder kwellend, dit inkomen vast te stellen voor eene tijdruimte van vijf of tien jaar.

Daarop antwoordt het Bestuur : Artikel 6 der samengeordende wetten van 20 October 1919 en 3 Augustus 1920, dat de herziening van het kadastraal inkomen toelaat, beperkt ze nochtans tot het geval, waarin het verschil tusschen gezegd inkomen en den werkelijken of vermoedelijken huurprijs ten minste $\frac{1}{10}$ per perceel bereikt.

Door deze bepaling werd een einde gemaakt aan de onveranderlijkheid van het kadaster, waardoor, gedurende eene eeuw, zooveel onrecht werd gesticht en aanleiding werd gegeven tot verscheidene algemeene herzieningen van het kadaster.

De nieuwe bepalingen zijn gewettigd door redenen van billijkheid zoowel in het belang van de belastingschuldigen als in dit van de Schatkist. Bij voorkomend geval geschiedt de herziening van het inkomen te gelijk met de overige veranderingen in het kadaster, en men ziet niet in hoe zij zou kwelend kunnen zijn voor den belastingschuldige.

Overigens, wanneer de inkomens zullen vast staan, zal men slechts op geregelde tijden tot de herziening overgaan.

Eindelijk zijn, naar het schijnt, gronden in de nabijheid van de nieuwe kolenmijnen — welke gronden een hooge waarde hebben verkregen — thans geschat zooals zij werden geschat voordat zij eene nijverheidswaarde hebben verkregen. Hierop antwoordt het Bestuur dat de gronden, die in de nabijheid van nijverheidsinrichtingen zijn gelegen, zullen herzien worden volgens hunne huidige waarde en hun vermoedelijk inkomen.

Art. 15. — Rechtstreeksche belastingen. Jaarwedden, 21,023,800 frank. Vermeerdering : 1,459,000 frank.

Verscheidene leden van de Commissie voor de Financiën, evenals van verscheidene Afdelingen, vestigden de aandacht op den toestand van de ontvangers der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen.

De nieuwe jaarwedden dier ambtenaren zouden moeten overeenstemmen met het vroeger zuiver inkomen verhoogd naar de verhouding genaamd « barema-Poulet », dus met 85 t. h., verhouding welke algemeen toegepast wordt. Over dit beginsel schijnt er geen oneenigheid te bestaan.

Welk is echter dit vroeger inkomen?

Volgens de ontvangers is het ten minste het geheel bedrag der kortingen en der gewone vergoeding; immers, de buitengewone vergoedingen volstonden om de beheerkosten te bestrijden. Om daarover te kunnen oordeelen, is het onontbeerlijk in herinnering te brengen welke de vorige toestand was.

Vóór het in werking treden van het organiek besluit van 4 Mei 1920 werden de ontvangers van de rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen bezoldigd door middel van evenredige kortingen of van eene vaste wedde ter vervanging van deze kortingen.

Buiten die kortingen trokken zij gewone vergoedingen voor elk artikel der rollen van de personeele belasting en van het patentrecht.

Onaangezien het bedrag der ontvangsten waarvoor gold het evenredig tarief, was het minimum der kortingen bepaald op 2,000 frank en het maximum der kortingen en der gewone vergoeding op 9,000 frank.

Deze twee bestanddeelen maakten de bezoldiging der ontvangers uit, en mits deze bezoldiging moesten zij de vereischte sommen voor al de beheerkosten betalen, met name huur, brandstoffen licht, schoonmaken van de vertrekken hunner woning gebruikt voor den dienst, loon der klerken, drukwerk, kosten van ronddeeling en inzameling der aangiften en der aanslagbiljetten, interesten van hunne zekerheidstelling, alsmede elk mogelijk verlies van gelden.

Bovendien trokken de ontvangers buitengewone vergoedingen tot bezoldiging hetzij van de inning van sommige bijzondere belastingen, hetzij

van de uitvoering van bepaalde werken. Gezegde vergoedingen kwamen niet in aanmerking voor de bevordering en daarvan werd niets afgehouden ten behoeve van het Fonds voor Weduwen en Weezen.

Integendeel, thans trekken de ontvangers eene vaste, volkomen zuivere wedde. Inderdaad, niet alleen betaalt de Schatkist hunne klerken; bovendien verleent zij hun :

1° Eene huishuurvergoeding, die, in de andere streken van het land dan de verwoeste gewesten, een derde van den huurprijs of van de huurwaarde der door hen betrokken woning kan bereiken ;

2° Eene vergoeding voor kantoorkosten, die, op dit oogenblik, volgens de klassen 600 tot 1,200 frank bedraagt ;

3° Eene vergoeding voor mogelijke verliezen bij den geldomzet, die, volgens de belangrijkheid der kantoren, 300 tot 500 frank bedraagt.

Eindelijk, terwijl het pensioen der ontvangers onder de vorige regeling werd berekend naar de drie vierden van hunne kortingen en gewone vergoedingen, wordt het thans berekend naar het volle bedrag hunner jaarwedde. Het gevolg daarvan is dat zij, in plaats van een pensioen van ten hoogste 5,000 frank (1), thans een pensioen van 10,000 frank kunnen bekomen.

Uit de volgende tabel blijkt welke, bij de herinrichting, de toestand was van eenige ontvangers, op goed geluk gekozen onder ontvangers van verschillenden rang. Bij het berekenen van hunne nieuwe bezoldiging werden in aanmerking genomen noch de kosten der klerken, welke sedert de herinrichting worden betaald uit de Schatkist, noch de voordeelen wegens de vergoedingen, die zij ontvangen uit hoofde van de betaling der ouderdomspensioenen. De belanghebbenden betwisten echter dat er, uit dien hoofde, een werkelijk voordeel is.

Vanaf het in werking treden der bestaande regeling werd de jaarwedde der ontvangers verhoogd. Inderdaad, een besluit van 4 Juni 1921 heeft de wedde van de voornaamste ontvangers bepaald op 12,500 tot 15,000 frank ; bovendien laat het toe, hun twee driejaarlijksche verhoogingen van 500 frank te verleen,en, zoodat zij op het einde hunner loopbaan 14,000 frank kunnen bereiken.

(1) Wordt het berekend naar de vroegere grondslagen en gesteld dat de ontvangers de jaarwedde van 14,000 frank kunnen bereiken, dan zou het minimum-pensioen slechts omtrent 8,580 frank bedragen.

Namen der ontvangers.	Standplaats.	A. Kortingen en gewone vergoedingen. B. Buitengewone ver- goedingen voor 1919.	Vermindering der kort- tingen en gewone vergoedingen tot 3/4.	Toepassing van het be- rekeningssysteem « Pédale » A. Op 3/4. B. Op het volle bedrag der korting, en gew. verg.	Jaarwedge toegekend vanaf 1 Januari 1920.	Vergoedingen : A. Voor geldverlies; B. Voor kantoorkosten; C. Voor huishuur.	Totaal der kolommen 8 en 7.	Aanmerkingen.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
B...	Chairières Tijd. te Mariembourg	A. 3,790 B. 690	2,842	A. 6,600 B. 8,050	7,000	A. 350 B. 700 C. 180	8,230	Benoemd te Mariem- bourg met fr. 7,500 400 850 1 klerk 180
G...	Heure	A. 3,217 B. 700	2,442	A. 5,900 B. 7,200	7,500	A. 400 B. 850 C. 180	8,930	1 klerk
B...	Rance	A. 3,600 B. 1,000	2,700	A. 6,390 B. 7,800	7,500	A. 400 B. 850 C. 100	8,850	1 id
D...	Rillaer	A. 4,000 B. 539	3,000	A. 6,900 B. 8,400	7,000	A. 350 B. 700 C. 194	8,244	Benoemd te Evergem met fr. 7,500 400 850 1 klerk 180
F...	Basse-Bodeux gedetacheerd te Brus- sel (kadast.)	A. 3,822 B. néant	2,865	A. 6,600 B. 8,150	8,000	A. 400	8,400	8,930
C...	St-Quintens-Lennik	A. 4,250 B. ?	3,186	A. 7,150 B. 8,675	8,000	A. 400 B. 850 C. 140	9,390	2 klerken
D...	Zarren, thans te Thielt	A. 4,420 B. 185	3,315	A. 7,350 B. 9,000	8,000	A. 400 B. 850 C. 160	9,410	2 klerken
J...	Steenhuysse-Wynhuysse	A. 5,665 B. ?	4,248	A. 8,372 B. 10,566	9,000	A. 450 B. 1,000 C. 120	10,570	1 klerk
D...	Beernem	A. 5,300 B. 567	3,675	A. 7,900 B. 10,100	8,500	A. 450 B. 1,000 C. 120	10,070	1 klerk
F...	Havrè	A. 6,000 B. 1,082	4,500	A. 9,050 B. 11,090	10,000	A. 500 B. 1,200 C. 185	11,885	2 klerken
G...	Jambes	A. 6,200(1) B. 1,150	4,650	A. 9,200 B. 11,250	10,000	A. 500 B. 1,200 C. 300	12,000	(1) te Herve
M...	Drongen	A. 5,694 B. 1,110	4,269	A. 8,800 B. 10,500	10,000	A. 500 B. 1,200 C. 185	11,885	3 klerken 1 klerk
D...	St-Truiden (I. M.)	A. 8,000 B. 1,000	6,000	A. 11,000 B. 13,600	12,000	A. 500 B. 1,200 C. 255	13,955	4 klerken
R...	Moescroen	A. 7,463(2) B. 843	5,595	A. 10,400 B. 12,900	12,500	A. 500 B. 1,200 C. 300	14,500	(2) te Harelbeke
D...	Fleurus	A. 9,000 B. 1,990	6,750	A. 11,975 B. 14,900	12,700	A. 500 B. 1,200 C. 200	14,600	2 klerken 3 klerken
D...	Morlanwelz	A. 9,000 B. 1,545	6,750	A. 11,975 B. 14,900	12,700	A. 500 B. 1,200 C. 190	14,590	2 klerken

Tegenover deze tabel stellen de ontvangers de vergelijkende tabel van de jaarwedden der ambtenaren van het Hoofdbestuur der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, en van die der provinciale diensten.

	1914		1922	
	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.
Algemeen bestuurder	12,000	14,400	19,000	23,000
Bestuurder	7,500	9,000	15,000	20,200
Onderbestuurder	6,000	7,500	11,500	15,400
Bureeloverste	4,400	6,000	9,500	13,400
Bureelonderoverste	3,500	4,400	8,000	11,000
Provinciaal bestuurder	8,000	9,000	16,000	20,000
Opziener	6,500	7,000	12,000	14,000
Controleur	3,200	6,000	7,700	12,500
Ontvanger	2,400	9,000	5,500	14,000

Het Departement van Financiën houdt staande dat een vierde van de jaarwedde der ontvangers, bestaande hetzij uit kortingen hetzij uit eene vaste wedde, aan de beheerkosten moest besteed worden. Dossiers van vóór den oorlog stellen dien toestand vast. Zóó kan men, onder andere, wijzen op twee ontvangers in de Brusselsche agglomeratie, die in verzoekschriften doen uitschijnen dat, met terzijdelating van hunne mogelijke geldverliezen, die kosten schommelden tusschen 4,280 en 5,180 frank; de eerste van gezegde ontvangers, die eene wedde van 8,000 frank had en bovendien 5,250 frank trok als buitengewone vergoedingen, zegt eene zuivere wedde van 6,970 frank te trekken.

Het is nochtans onloochenbaar dat, in sommige bijzondere gevallen, enkele ontvangers een niet gering voordeel konden trekken uit het bedrag van de buitengewone vergoedingen. Om hen door het invoeren van de nieuwe regeling niet te benadeelen, achtte het Bestuur zich verplicht bijzondere organieke bepalingen vast te stellen, opdat zij hunne rechten zouden kunnen doen gelden. Zoo wordt door het huidig reglement, bij artikel 48, 5^e lid, bedongen dat *eene tijdelijke vergoeding aan de ontvangers kan verleend worden met inachtneming van het verschil bestaande tusschen de zuivere bezoldigingen, welke zij trokken vóór 1 Januari 1920, en die, welke hun vanaf dezen datum toegekend werden.*

In antwoord op de vraag, hieromtrent gesteld door de Commissie voor de Financiën, verklaart het Bestuur dat het van zijne vroegere verklaringen niet afwijkt. Het acht het echter gepast, te doen kennen dat zijne diensten thans de vraag onderzoeken of men aan de provinciën en aan de gemeenten niet dient toe te laten, aan de ontvangers, alsmede aan het personeel dat bij hen werkt, eene vergoeding te verleenen wegens het meerdere werk, dat hun wegens de inning van belastingen is opgelegd. Deze vergoedingen, evenals als die toegestaan voor de uitbetaling der ouderdomspensioenen,

zouden onder de belanghebbenden verdeeld worden naar verhouding van hunne jaarwedden.

Noch de Commissie voor de Financiën, noch de Kamer zijn bevoegd om uitspraak te doen in dit debat; daartoe is de Regeering bevoegd. Niettemin wordt door talrijke leden gewenscht dat het Departement van Financiën en de hoogst nuttige medewerkers, met name de ontvangers der belastingen, douanen en accijnzen, het spoedig eens zouden worden. Zij zouden niet aarzelen, daartoe eene behoorlijke verhooging der credieten aan te nemen; zij zijn inderdaad er van overtuigd, dat de opbrengst der belastingen in groote mate zal afhangen van den ijver, waarvan de ontvangers in hun ambt zullen blijc geven.

ART. 21. — Accijnzen, douanen en onderzoek ter zee.

Jaarwedden : 50,415,000 frank; vermeerdering in vergelijking met het dienstjaar 1921 : 1,959,100 frank. Deze verhooging wordt gewettigd door « de uitbreiding der kadcrs, alsmede door de herinrichting van het Bestuur ten gevolge van de nieuwe belastingwetten ».

A. Onderstaande tabel vermeldt de verhoogingen van 1921 tot 1922.

	Aanwijzing.	Getal beampten.		Bedrag der uitgave.	
		1921	1922	1921	1922
A	Jaarwedde der opzieners	13	13	156,000	162,000
B	— controleurs	90	92	835,000	834,300
C	— ontvangers	63	105	576,100	866,000
D	— hoofdverificateurs	10	10	99,000	99,000
E	— verificateurs	242	255	1,649,500	1,799,700
F	— technische commiezen	20	87	90,000	391,500
G	— aspirant-techn. commies	57	120	218,900	444,000
H	— besturende commiezen	50	50	305,000	305,000
I	— boekhouders	500	860	2,900,000	3,822,700
J	— aspirant-boekhouders	100	100	330,000	330,000
K	— ondercontroleurs	15	15	90,000	90,000
L	— sectieoversten	230	313	1,409,000	1,951,000
M	— commiezen der accijnzen	1,100	635	5,071,000	3,058,100
N	— aspirant-com. accijn	10	10	33,000	33,000
O	— luitenants	44	44	307,200	305,200
P	— onderluitenants	71	74	442,000	456,800
Q	— brigadiers	489	429	2,770,000	2,439,900
R	— onderbrigadiers	933	933	4,721,400	4,739,100
S	— gepreposeerden	3,945	4,345	16,528,200	17,549,600
T	— aspirant-gepreposeerden	600	600	1,980,000	1,980,000
U	— matrozen	61	61	286,800	279,600
V	— aspirant-matroos	5	6	16,500	19,800
W	— kantoorloopers	12	12	52,800	51,800
X	— patroons	2	2	13,000	13,000
	— hulppatroons	7	7	39,000	39,000
	— machinisten	2	2	12,300	12,700
	— mach. stokers	10	10	56,400	55,200
Y	Verblijfsvergoedingen	»	»	2,750,000	3,300,000
Z	Vergoedinge voor kleding	»	»	1,700,000	1,970,000
2 A	— voor het peilen	»	»	9,000	9,000
2 B	Dienst van het kledingfonds	»	»	8,000	8,000
2 C	Mogelijke benoemingen, bevorderingen en verhoogingen	»	»	3,000,000	3,000,000
Te zamen		8,681	9,190	48,455,900	50,415,000

Wij hebben gevraagd het getal ambtenaren en de huidige jaarwedden te vergelijken met die van 1914. Hierop wordt geantwoord door de volgende tabel :

GRAAD OF BEDIENING.	1914.			1922.		
	Getal beambten.	Jaarwedden.	Bedrag der uitgave.	Getal beambten.	Jaarwedden.	Bedrag der uitgave.
Opzieners	43 (1)	6,500 tot 7,000	87,500	43	12,000 tot 14,000	162,000
Controleurs	34 (2)	3,200 tot 6,000	234,600	92	7,700 tot 12,500	824,300
Ontvangers	68 (3)	2,400 tot 9,000	329,100	105	5,500 tot 12,500	866,000
Hoofdverificateurs	"	"	"	10	7,500 tot 10,000	99,000
Verificateurs	217	1,800 tot 4,700	552,600	255	5,000 tot 8,000	1,799,700
Technische commiezen	"	"	"	87	4,500 tot 4,000	391,500
Adspirant-technische commies	(4)	1,200	"	120	3,700 tot 4,000	444,000
Besturende commiezen	"	"	"	50	4,800 tot 7,200	305,000
Boekhouders	242	1,500 tot 2,800	419,400	860	3,700 tot 6,000	3,822,700
Adspirant-boekhouder	"	"	"	100	3,300	330,000
Ondercontroleurs	"	"	"	15	6,000 tot 7,200	90,000
Sectieoverste	"	"	"	313	5,600 tot 6,600	1,951,000
Commiezen der accijnzen	1,148	1,400 tot 2,500	2,160,000	635	4,000 tot 5,400	3,058,100
Adspirant-commies der accijnzen	"	"	"	10	8,300 tot 3,700	33,000
Luitenants	44	2,600 tot 2,800	117,000	41	6,800 tot 7,200	305,200
Onderluitenanten	70	2,300 tot 2,500	164,800	74	6,000 tot 6,400	156,800
Brigadiers	486	1,900 tot 2,200	978,900	429	5,200 tot 6,000	2,439,900
Onderbrigadiers	992	1,600 tot 1,800	1,651,900	933	4,400 tot 5,400	4,739,100
Gepreposeerden	3,920	1,200 tot 1,600	5,258,100	4,345	3,600 tot 5,000	17,549,600
Adspirant-gepreposeerde	400	1,100	440,000	600	3,300	1,980,000
Matrozen	61	1,300 tot 1,700	91,300	61	3,800 tot 5,200	279,600
Adspirant-matroos	5	1,000	5,000	6	3,300	19,800
Kantoorloopers	"	"	"	12	3,600 tot 5,000	51,800
Patroons	2	2,100 tot 2,500	4,800	2	5,800 tot 6,500	13,000
Hulppatroons	7	1,700 tot 2,000	13,200	7	4,800 tot 5,700	39,000
Machinisten	2	2,100 tot 2,500	4,600	2	5,800 tot 6,500	12,700
Machinisten-stokers	10	1,700 tot 2,000	19,700	10	4,800 tot 5,700	55,200
Tc zamen	7,741		12,532,500	9,190		42,128,000

(1) In 1914 waren er twee Opzieners der douanen en elf Provinciale Opzieners. Van deze elf behoorden er tien tot den dienst der rechtstreeksche belastingen en tot dien der douanen en accijnzen; de elfde behoorde tot den dienst der douane van de Directie te Antwerpen.

(2) In 1914 waren de Controleurs der rechtstreeksche belastingen ook belast met het toezicht in zake accijnzen.

(3) Buiten de ontvangers der rechtstreeksche belastingen, belast met de inning der douane- en accijnsrechten.

(4) In 1914 waren er honderd een en twintig surnumerairs voor den dienst der rechtstreeksche belastingen en dien der douanen en accijnzen.

ART. 25. — Buitengewone bijwedden, 1,750,000 frank. Vermeerdering : 750,000 frank.

In antwoord op eene vraag betreffende de verdeeling van dit crediet, ontvingen wij de volgende inlichtingen :

Daar de stukken der boekhouding betreffende het dienstjaar 1921 aan het Hoofdbestuur nog niet werden gezonden door de buitendiensten, kan men onmogelijk aangeven hoe het crediet, bij artikel 25 voorzien voor bijwedden, verdeeld werd.

Men bezit slechts inlichtingen aangaande de vergoedingen verleend wegens ziektekosten; de uitgave uit dien hoofde bedraagt 192,112 frank voor gezegd jaar.

Wat betreft de som van 750,000 frank aangevraagd tot verhooging van het crediet, is het bijna onmogelijk te bepalen hoe zij zal verdeeld worden.

Inderdaad, de herinrichting van het Bestuur ten gevolge van de nieuwe belastingwetten gaf aanleiding tot eene aanzienlijke uitbreiding der kaders.

Deze uitbreiding, enerzijds, en het tekort veroorzaakt door den oorlog, anderzijds, hadden ten gevolge dat een groot getal bedieningen nog steeds onbezet zijn. Het vereischte getal kon tot nu toe niet aangeworven worden door vergelijkende examens en gewone examens; daaruit volgt dat de interims, tijdelijke aanwijzingen, verblijfsveranderingen talrijker zijn dan het zou moeten. Op een ander gebied moeten talrijke bedieningen wegens het moeilijk in werking stellen van de nieuwe belastingregeling tijdelijk aangewezen worden voor de inspecties, contrôles of ontvangsten.

Bijgevolg hebben de daardoor veroorzaakte kosten aanzienlijk toegenomen en bereiken zij eene nog al hooge somme, welke men zelfs niet benaderend zou kunnen bepalen.

Wellicht zal deze overgangperiode nog al lang duren.

Anderzijds doet zich dezelfde moeilijkheid voor bij het bepalen van het bedrag der vergoedingen, welke op den grondslag van ééne maand en half of van ééne maand wedde zullen verleend worden voor ziekte- en begrafeniskosten; de regeling betreffende de toekenning dier hulpelden is slechts vanaf 1 Juli laatst in werking getreden en op dit oogenblik heeft het Bestuur hieromtrent geen enkel gegeven.

ART. 25. — Kantoor- en omreiskosten, 940,000 frank. Vermeerdering : 200,000 frank.

Al de beampten van de douanen en accijnzen hebben aanspraak op omreiskosten, wanneer zij zich verplaatsen voor den dienst.

De opzieners, controleurs, verificateurs en ondercontroleurs ontvangen jaarlijksche, vooraf bepaalde vergoedingen voor hunne verblijfskosten buiten de terugbetaling van de eigenlijke reiskosten. De luitenanten, onderluitenanten, sectieoversten en commiezen der accijnzen trekken jaarlijksche vergoedingen, alsmede vereenigde verblijfs- en reiskosten. Wanneer de omschrijving van het gebied zeer uitgestrekt is en er geen spoorwegen zijn om den afstand af te leggen, kunnen er aanvullende vergoedingen verleend worden.

Wat betreft de overige bedienden, die zich zelden verplaatsen, omvatten de hun toegekende vergoedingen een vaste som voor elken reisdag als verblijfskosten, volgens den graad, en de terugbetaling der reiskosten.

De voornaamste bepalingen betreffende deze zaak komen in de dienstorders n^{rs} 3227 en 3239 voor.

ART. 26b. — Premiën fr. 300,000

De bij besluit benoemde bedienden zijn allen bevoegd om de overtredingen in zake accijnzen vast te stellen; het zijn vooral de opzieners, controleurs, ondercontroleurs en commiezen der accijnzen die zich bezighouden met het opsporen en het vervolgen van den sluikhandel en wier bemoeiingen beloond worden door het verleenen van premiën, waarvan de hoegrootheid verschilt naar gelang van de vastgestelde overtreding.

Verscheidene leden van de Commissie hebben geklaagd over de wijzen, waarop men bij het opsporen van de overtredingen te werk gaat. Hieromtrent antwoordt het Bestuur dat het steeds krachtig heeft aangedrongen opdat de beampten, die proces-verbaal opmaken, zich van elke list zouden onthouden. Dat is het geval, onder andere, voor het toezicht op de drankslijterijen met het oog op de toepassing der alcoholwet van 29 Augustus 1919. De bediende, die zou bevonden worden onrechtmatige middelen te hebben gebruikt zou dadelijk gestraft worden.

Wat aangaat de straffen, deze mogen de bij de wet vastgestelde grens niet overschrijden.

Waar het geldt de zoo vaak aangevoerde beschuldiging van kwelling, antwoordt het Bestuur dat de toezichtsmaatregelen of althans sommige van dezen zijn opgelegd door de wetten zelf of door uitvoeringsbesluiten, krachtens eene wet genomen.

ART. 28. — Materieel. fr. 5,011,000

Vermeerdering : 1,600,000 frank wegens de kosten van het stelsel van het belastingbandje (litt. h).

Het crediet van 1,600,000 frank, voorzien voor de toepassing van het evenredig verbruiksrecht op tabak, omvat :

De kosten van drukken en ronddeeling van de belastingbandjes voor verwerkte tabak (met inbegrip van den aankoop van het papier) fr. 1,593,000

Huurprijs van de lokalen gebruikt voor den verkoop en de bewaring der bandjes. 3,000

Materieel, inpakpapier, enz. 4,000

Frs. 1,600,000

Het aanbrengen van het belastingbandje is verplichtend gesteld door de wet; het is onontbeerlijk om de geregelde inning van het evenredig verbruiksrecht op verwerkte tabak vast te stellen.

De opbrengst dier belasting is geraand op 60,000,000 frank; gezegde kosten, die gelden voor eene globale hoeveelheid van 700,000,000 bandjes verdeeld in 140 reeksen, komen dus zeer gering voor.

HOOFDSTUK IV.**Bestuur der Registratie en der Domeinen.****PERSONEEL.**

a) 1914 : 480 ambtenaren en beambten (zoo voor de hoofddiensten als voor het provinciaal bestuur) ;

b) 1922 : 665 ambtenaren en beambten.

De toeneming bedraagt dus 185 eenheden, waaronder 62 boekhouders met eene wedde van 3,600 tot 7,000 frank (nieuw kader) ; een twaalfstal lagere bedienden van den dienst van het Zegel met eene wedde van 3,000 tot 5,200 frank en een honderdtal surnumerairs (jaarlijkse vergoeding van 4,800 fr.). Het kader van deze laatste bedienden — toekomstige ambtenaren — werd uitgebreid, gedeeltelijk wegens het oprichten van nieuwe ambten (18 ambten van opziener of verificateur en nagenoeg 40 van ontvanger), gedeeltelijk om te kunnen voorzien in het buitengewoon werk voortvloeiende uit de nieuwe belastingwetten en de vereffening der zaken van na den oorlog (namelijk achterstallen in de ontvangkantoren, vereffening van den oorlogsbuit, invordering van de sommen als schadeloosstelling in zake handel met den vijand, enz).

Het plan van herinrichting, door het Bestuur der registratie en der domeinen opgemaakt om zijne diensten in staat te stellen volkomen te voorzien in de nieuwe behoeften (nieuwe belastingen, versterkte contrôlemiddelen in zake successierechten, enz.), kon tot nu toe slechts voor een klein deel uitgevoerd worden. Voor de opleiding van de ambtenaren der registratie en der domeinen zijn er lange rechtsstudiën en tevens een lange stage in de kantoren noodig : de mogelijkheid om nieuwe beambten aan te werven nam dus niet toe in dezelfde mate en vooral niet met dezelfde snelheid als het werk.

In de eerste plaats was het Bestuur verplicht zijne kaders te herstellen; die kaders waren aanzienlijk verminderd ten gevolge van het opheffen der aanwervingsproeven gedurende den oorlog. Vervolgens voerde het enkele eigenlijke maatregelen van herinrichting in, namelijk :

a) Het richtte een bijzonder kader op van hulpbedienden (boekhouders), belast met allerlei ondergeschikt werk ;

b) Het verruimde het kader der surnumerairs (candidaten-ambtenaars), waarvan het getal werd gebracht van 56 tot op 74. Dit laatste cijfer werd overigens tijdelijk overschreden, daar het Bestuur, wegens de huidige of voorziene behoeften, tot surnumerair heeft benoemd al de kandidaten die door het vergelijkend examen hadden bewezen, het strikt minimum van vereischte wetenschap te bezitten;

c) Het heeft eveneens het kader van de hooge ambtenaren (contrôledienst) vernieuwd door het instellen van vier nieuwe ambten van opziener en van vier nieuwe ambten van verificateur;

d) Het is overgegaan tot het wijzigen en verdeelen van de bevoegdheden der meest overlaste kantoren. Aldus werden sedert den wapenstilstand 40 nieuwe ontvangkantoren opgericht.

Over 't algemeen kan het Bestuur der Registratie en der Domeinen de invordering der sommen, welke het innen moet, nagenoeg regelmatig verzekeren. De voor 1922 geraamde ontvangsten van belastingen bereiken 695 miljoen (tegen 86 miljoen in 1915). Op 30 Maart 1922, dus na drie maanden, waren er reeds meer dan 157 miljoen ingevorderd. Nochtans konden sommige bepalingen der wet van 28 Augustus 1921 nog niet hunne volle uitwerking hebben.

De inning der successierechten is die, welke de meeste bezwaren oplevert. De achtereenvolgende wijzigingen, in de desbetreffende wetten gebracht sedert den wapenstilstand, hebben het werk der ontvangers hieromtrent aanzienlijk ingewikkeld. Wat er ook van zij, de vaststelling en de invordering der successierechten — volgens de aangiften ingediend door de belastingsschuldigen — worden slechts in enkele omvangrijke kantoren vertraagd. De ontvangsten bereiken de ramingen tot nu toe niet; men doet echter aanmerken dat de verhooging van rechten, door gezegde wet van 28 Augustus 1921 ingevoerd, slechts nu invloed zal oefenen op het bedrag der invorderingen.

De controle der aangiften en, bijgevolg, het opsporen en het betuigen van bedrog worden nog al aanzienlijk vertraagd. In zooverre er personeel beschikbaar is, verschaft het Bestuur bijhulp aan de ontvangers die bijzonder overlast zijn, doch een normale toestand zal slechts geleidelijk kunnen hersteld worden naarmate het algemeen plan van herinrichting, waarvan hierboven sprake is, wordt uitgevoerd.

De ontvangers der registratie en der domeinen worden bezoldigd, niet door eene vaste wedde, doch door evenredige kortingen op het bedrag hunner ontvangsten. Een vierde dier kortingen — het bedrag daarvan wordt in verband daarmee vastgesteld — wordt geacht de beheerkosten: huurprijs van het lokaal, leveringen, loon van het toegelaten personeel, bij vast akkoord te bestrijden.

Het stelsel van aanwerving en betaling der klerken, door de ontvangers toegelaten, gaf tot nu toe geen aanleiding tot bezwaren en de hooge vakwaarde der op die wijze opgeleide ambtenaren zou het beste argument zijn tot het eenvoudig behoud van den huidige toestand, indien sommige omstandigheden (levensduurte, hooge loonen aangeboden door de nijverheid en den handel en soms door officiële instellingen) de jongelingen niet mochten aanzetten om uit den dienst der registratie te treden, waarvan de toegang bijzonder moeilijk is en waar de eerste jaren — de stagejaren — slechts weinig bezoldigd kunnen worden.

Het Bestuur heeft de bezwaren, door bedoeld stelsel thans opgeleverd, verholpen door het instellen van beurzen genaamd «aanmoedigingspremiën» ten bate van de klerken, die de voorbereidende stage tot de toelatings-examens volbrengen. Deze premiën, vastgesteld op 900 tot 1,500 frank, worden verleend na eene gemakkelijke proeve omvattende de meest elementaire begrippen van het werk der kantoren. Op die wijze werden de geldelijke lasten, aan de ontvangers opgelegd doordien zij verplicht zijn hunne toegelaten klerken te betalen, onrechtstreeks en in eene niet onaanzienlijke mate verminderd. Ondanks zekere bezwaren volhardt Bestuur in de

meening, dat het instellen van aanmoedigingspremiën een doelmatig middel is tegen de moeilijke aanwerving, waarover wordt geklaagd door sommige ontvangers; het onderzoekt op welke wijze dit middel nog doelmatiger zou kunnen zijn door de ministerieele besluiten, waarbij die premiën ingesteld werden, in ruimere mate toe te passen.

ART. 29. — Jaarwedden van het personeel van de registratie en het zegel, 4,027,000 frank. Vermeerdering : 4,031,030 frank.

De ambtenaren der registratie en der domeinen, wier jaarwedden of kortingen werden verhoogd in dezelfde verhouding als die der Rijks-beambten in 't algemeen, zijn vooral ontevreden omdat het werk, hun na den oorlog opgelegd, zoo aanzienlijk heeft toegenomen.

Door de vergelijking van de huidige ontvangsten met die van een vroeger dienstjaar kan men reeds een begrip hebben van de vermeerdering van werk opgelegd aan de nagenoeg 650 ambtenaars en bedienden die tot het Bestuur der Registratie behooren. Deze vermeerdering is nog meer blijkbaar, wanneer men vaststelt dat de bedrijfscoefficient met nagenoeg de helft verminderd is. Deze toestand zal steeds meer verbeteren naarmate er meer personeel zal beschikbaar zijn. Zijn echter de huidige methodes wel geschikt om deze toeneming te bevorderen? Ofschoon de Commissie voor de Financiën voor zending heeft de uitgaven te beperken, moet zij de aandacht der Kamer vestigen op de noodzakelijkheid, eene reeks ambtenaren, waarvan een aanzienlijk deel van 's Rijks inkomsten afhangt, in voldoende mate aan te werven en daartoe behoorlijk te bezoldigen.

Er werd geklaagd over de talrijke verschillende soorten van zegels, door het Bestuur gebruikt. Behalve de formaatzegels en het zegelpapier voor protesten, jachtakten en reispassen, voor kwijtschriften, handelswissels en voor de niet verhandelbare schuldbrieven, zijn er verschillende soorten van plakzegels (voor handelswissels, kwijtbrieven, plakbrieven, beursverrichtingen, accreditieven, bankverrichtingen, belasting wegens overdracht, weeldebelasting), meestal met verschillende bedragen.

Het Bestuur tracht eenheid te brengen in de verscheidene soorten van zegels; een eerste stap werd reeds daartoe gedaan door het aanbrengen van gelijke stempels op de stukken, aangeboden om met het buitengewoon zegel bekleed te worden (Koninklijk besluit van 3 Augustus 1920); het invoeren van gelijke plakzegels ging echter tot nu toe gepaard met het volgende tijdelijk bezwaar : Sommige zegelrechten zijn sedert korten tijd in werking getreden, zoodat het Bestuur tot nu toe de statistische inlichtingen niet kon inwinnen, die onontbeerlijk zijn om de opbrengst daarvan te kunnen ramen. Een ander bezwaar van het ééne zegel, dat men waarschijnlijk zal kunnen verhelpen, bestaat hierin, dat op het ééne zegel niet in elk geval het procentsgewijze bedrag der belasting kan vermeld worden, daar dit bedrag verandert volgens de soorten zegels : daardoor zal het voor het publiek moeilijk zijn, met zekerheid te handelen, daar de zegelwetgeving eene van de meest ingewikkelde is.

Anderzijds werd bij de behandeling in de Commissie aangemerkt, dat het

leveren, aan het publiek, van zoo talrijke en zoo verschillende zegels aan de ontvangers een gansch ontijdig bijwerk oplegt.

ART. 31, litt. c. — *Diensten beheerd door het Bestuur van de Koninklijke Schenking. — Jaarwedden, vergoedingen en loonen :*

3° Gronden en serres te Laken	fr. 343,400
4° Park Duden, te Vorst	49,600

ART. 36, litt. b. — *Dienst van de Koninklijke Schenking : werken, kosten van onderhoud en bebouwing, allerlei leveringen :*

3° Gronden en serres te Laken	fr. 343,000
4° Park Duden, te Vorst	20,000

Door « gronden en serres te Laken » worden bedoeld de vaste goederen (serres en parken), aan den Staat geschonken door Z. M. Leopold II bij akte van 9 April 1900, mits de bestemming, daaraan gegeven gedurende het leven van den schenker, m. a. w. die van Koninklijke residentie, wordt behouden en in hun onderhoud voorzien wordt. Die eigendommen maken deel uit van het Koninklijk Paleis te Laken.

De som van 343,000 frank is het deel, dat door den Staat moet gedragen worden; het overige valt ten laste van het Beheer der Civiele Lijst en omvat de jaarwedden en de loonen van 4 dienstoversten en van 70 werklieden.

De som van 343,000 frank is onderverdeeld als volgt :

Onderhoud van het Koninklijk Park	fr. 7,275
Dienst der Koninklijke Serres (aankoop van planten, meststoffen, allerlei leveringen)	15,200
Onderhoud van de gebouwen (schilderwerk in de serres, herstel van de ruiten, enz.). Verwarmingstoestellen	fr. 125,000
Waterinrichting tot spijzing van de vijvers van het park	17,000
Kolen voor de verwarming der serres	175,000
Allerlei	5,525
	345,000

Het park Duden, te Vorst, is eigendom van den Staat geworden, deels krachtens de schenking gedaan door Z. M. Leopold II bij voormelde akte van 9 April 1900, deels krachtens de beschikkingen van het testament van Mevr. Duden.

Door deze schenking en beschikkingen is de Staat verplicht, het park als openbaar park te behouden en in het onderhoud daarvan te voorzien.

In het park Duden arbeiden :

- 1 sectieoverste;
- 2 bewakers;
- 6 vaste werklieden.

De som van 49,600 frank omvat de wedden en loonen der bedienden.

De som van 20,000 frank, voorzien voor werken en onderhoud, is onderverdeeld als volgt :

Loonen van tijdelijke werklieden voor het vellen van boomen en het planten	fr.	6,000
Onderhoud en vernieuwing der afsluitingen		4,500
Planten voor onderhoud en versieringsplanten		2,000
Werktuigen		1,500
Onderhoud der gebouwen		6,200
		20,000

De Koninklijke Residentie van Laken en het park Duden zijn lasteigendommen en brengen bijgevolg bijna niets op.

Te Laken brengen eenige verkooping van omgewaaide boomen, van hooi en toemaat 4,000 tot 5,000 frank op per jaar.

Dit jaar werd voor omtrent 6,500 frank hout verkocht in het park Duden.

ART. 55. — Materieel : 156,000 frank. Vermeerdering : 36,000 frank.

Bij amendement stelt de Regeering voor, die credieten te verhoogen tot 270,000 frank; deze nieuwe verhooging van 114,000 frank is het gevolg van « de uitbreiding genomen door het vervaardigen van het zegel ».

HOOFDSTUK IV.

Verscheidene diensten.

ART. 14. — Honoraria van advocaten en pleitbezorgers belast met de verdediging van 's Rijks belangen in de gedingen tegen de verraders en de leveraars aan den vijand; kosten van rechtspleging, voorschotten, enz. : 200,000 frank.

Het bedrag van de honoraria der advocaten, die zich als burgerlijke partij aanstelden in de gedingen wegens handel met den vijand, bereikt :

Voor het dienstjaar 1919. Voor het dienstjaar 1920. Voor het dienstjaar 1921.

Fr. 156,177.20 Fr. 394,594.55 Fr. 168,421.20

(aangerekend op art. 4) (aangerekend op art. 4).

Op 1 April laatst had de Staat wegens de door hem ingestelde gedingen tegen de verraders en de leveraars aan den vijand ontvangen :

a) als schaden en interesten, de som van	Fr.	15,635,559.27
b) als in beslag genomen en verbeurd verklaarde waarden, de som van	»	1,094,222.60
Te zamen	Fr.	14,729,781.87

ART. 45. — Economaat van het Ministerie van Financiën. Terugbetaling van het voorschot, aan het Economaat van het Ministerie van Financiën gedaan door het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, 11,675 frank.

Bij de geheele vereffening van het Econoomaat van het Ministerie van Financiën konden de sommen, opgebracht door den verkoop van meest al vergankelijke koopwaren, het bedrag niet dekken van het voorschot gedaan door het Departement van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

De som, op de begrooting gebracht, dient aan dit Departement te worden terugbetaald.

Art. 46. — Kosten van personeel en van materieel, welke zullen voortvloeien uit de verrichtingen van opneming en stempeling der titels van de oude niet gewaarborgde Oostenrijksche en Hongaarsche openbare schulden, welke in bezit zijn van de Belgische Staatsaanhoorigen. . . . fr. 27,000

De bij dit artikel bedoelde verrichtingen leveren geen ontvangst op.

Een amendement van de Regeering stelt voor, toe te voegen :

Art. 48 (nieuw). — Aankoop van machines en onderdeelen voor het drukken en stempelen der belastingzegels. fr. 100,000

Hier zijn bedoeld machines, bewogen door de electrische kracht, ter vervanging van twee handpersen.

Tot besluit van dit onderzoek stelt uwe Commissie voor de Financiën u voor, Mijne Heeren, het ontwerp van begrooting van het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1922 goed te keuren.

De Verslaggever,

MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,

A. MECHÉLYNCK.
